

VENDREDI 12 DECEMBRE 2014

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = Pire encore qu'après la Grande dépression p.2
- = Bienvenue dans la Nouvelle crise économique (Jim Rickards) p.3
- = LIVRE : COMMENT LES RICHES DÉTRUISENT LA PLANÈTE p.4
- = Savez-vous vraiment ce qu'est l'argent ? p.9
- = « Le marché obligataire japonais est mort selon la Mizuho Bank... !! » p.12
- = Le retour des guerres monétaires et l'impuissance des Etats (Nouriel Roubini) p.20
- = Le Japon va-t-il s'en sortir ? (Kenneth Rogoff) p.23
- = **DÉRÉGULATION FINANCIÈRE, EN ARRIÈRE TOUTE !** p.26
- = La BCE prête à prendre le relais de la FED : vers l'implosion de la zone euro ? p.28
- = Entretien exclusif avec Pierre Jovanovic pour la sortie de son livre « 666 » p.31
- = USA : Dégâts dans les forages de Gaz de Schistes p.32
- = 'La chute des cours du pétrole est le résultat d'une trahison qui va à l'encontre des intérêts du monde musulman' p.33
- = **Grèce : un pays fantôme** p.35
- = **Et le vainqueur de la bulle 2015 est...** p.37
- = La Chine peut-elle sauver la voiture électrique ? p.38
- = Comment les riches menacent l'économie p.43
- = **Il y a trop d'étrangers dans le monde** (Caleb Irri) p.45
- = Le département du Trésor US ordonne l'achat de kits de survie pour les employés des banques. p.47
- = L'embarras de Pékin face au ralentissement économique p.49



VIDÉOS du JOUR

Philippe Béchade : "Apple pourrait racheter la Grèce"

Philippe Béchade s'est penché sur les inquiétudes de la Grèce et le comportement de la BCE vis à vis de ce dernier. Selon lui Apple serait capable de racheter la Grèce, donc pourquoi pas la BCE...



Partie 1 : <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/la-minute-de-philippe-bechade-google-pourrait-racheter-la-grece-1012-369707.html>

Partie 2 : <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/philippe-bacchade-vs-bernard-aybran-12-le-cas-grec-fait-il-racapparaatre-un-risque-systacmique-pour-la-zone-euroa-1012-369398.html>

Partie 3 : <http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/philippe-bechade-vs-bernard-aybran->

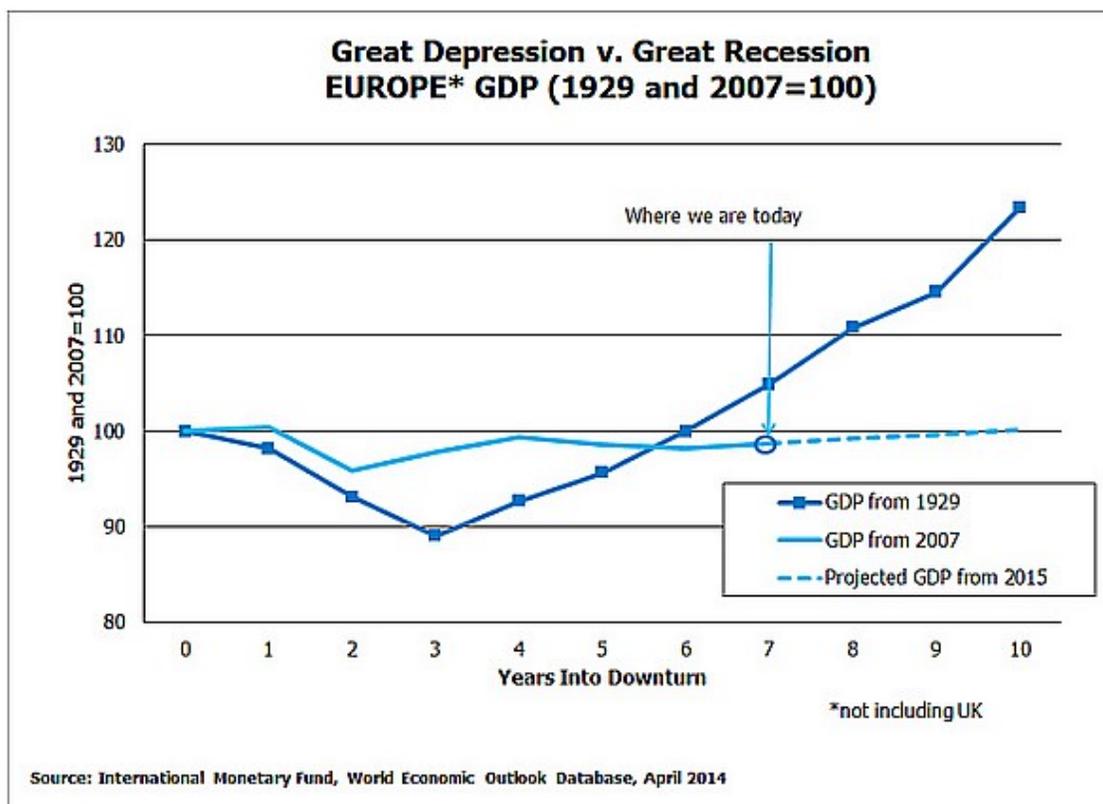


Pire encore qu'après la Grande dépression

Tim Iacono Iacono Research Publié le 12 décembre 2014 www.24hgold.com/

Neil Howe, de chez Forbes (à qui nous devons également le livre [The Fourth Turning](#)), a publié dans cet [article](#) le graphique ci-dessous, qui présente la reprise économique enregistrée en Europe après la crise présente les mêmes caractéristiques que la reprise survenue après la Grande dépression il y a huit décennies.

Aux Etats-Unis, la situation n'est pas la même puisque nous sommes aujourd'hui bien au-delà du rythme de reprise des années 1930, mais cela a beaucoup à voir avec la sévérité du déclin survenu après l'effondrement du marché des actions en 1929. Une statistique souvent négligée est le taux de croissance annuel de 8% enregistré aux Etats-Unis dès 1933, un autre rappel de la sévérité du déclin de l'époque.



Bienvenue dans la Nouvelle crise économique

12 déc 2014 | [Jim Rickards](#) | La Chronique Agora

Les Etats-Unis traversent une crise économique qui a débuté en 2007. Cette crise fait partie d'une crise mondiale plus vaste, la première depuis les années 1930. Cette Nouvelle Crise continuera indéfiniment, à moins que ne soient apportés des changements de politique dans les années à venir.

Le chemin actuel et futur de cette crise a des implications profondes pour vous en tant qu'investisseur. Si vous ne saisissez pas cette dynamique unique, vous vous exposez au risque de voir toute votre richesse réduite à néant.

Appeler le malaise économique actuel une crise surprend la plupart des investisseurs que j'ai l'occasion de rencontrer Appeler le malaise économique actuel une crise surprend la plupart des investisseurs que j'ai l'occasion de rencontrer. On leur répète que l'économie redémarre depuis 2009.

Les économistes conventionnels et les présentateurs télé ne font jamais référence à une crise.

Les économistes n'aiment pas le terme de "crise" parce qu'il ne possède pas de définition mathématique exacte. Pour les économistes, ce qui ne peut être quantifié n'existe pas. Cette vision est l'une des nombreuses failles de la science économique moderne.

Mais ceux qui sont âgés de moins de 90 ans n'ont jamais connu de crise jusqu'à aujourd'hui. La plupart des investisseurs n'ont pas la connaissance pratique de ce qu'est une crise ni de la façon dont elle affecte la valeur des actifs. Les économistes et les décideurs se sont engagés dans une conspiration du silence à ce sujet. Pas étonnant alors que les investisseurs soient désorientés.

▪ Définition de la crise

Pour comprendre une crise il faut commencer par définir correctement ce que c'est. On peut envisager une crise comme une chute continue du PIB. La définition standard d'une crise est deux ou plusieurs trimestres consécutifs de baisse de PIB et de hausse du chômage. Depuis qu'on a compris qu'une crise est pire qu'une récession, les investisseurs pensent que cela doit signifier une période ultra-longue de déclin. Mais ce n'est pas cela, la définition d'une crise.

La meilleure définition est celle donnée par John Maynard Keynes dans son ouvrage de 1936, *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*. Keynes disait qu'une crise est "une situation chronique de sous-activité pour une période considérable sans tendance marquée ni vers une reprise ni vers un effondrement complet".

Il est tout à fait possible d'avoir de la croissance lors d'une crise. Le problème est que cette croissance est en dessous de la tendance

Keynes ne faisait pas référence à un PIB en baisse ; il parlait de "sous-activité". En d'autres termes, il est tout à fait possible d'avoir de la croissance lors d'une crise. Le problème est que cette croissance est en dessous de la tendance. C'est une croissance faible qui ne permet pas de fournir assez d'emplois ni de contenir la dette nationale. C'est exactement ce qui se passe aujourd'hui.

La tendance de croissance long terme du PIB américain est d'environ 3%. Une croissance plus élevée est possible pendant de courtes périodes. Elle peut être provoquée par une nouvelle technologie qui améliore la productivité du travailleur. Ou elle pourrait être due à de nouvelles entrées sur le marché du travail. De 1994 à 2000, au coeur du boom Clinton, la croissance de l'économie américaine se situait en moyenne aux alentours de 4% par an.

Durant trois ans, de 1983 à 1985, au coeur du boom Reagan, la croissance de l'économie américaine a atteint en moyenne plus de 5,5% par an. Ces deux périodes ont été exceptionnellement fortes mais elles montrent que l'économie américaine peut réussir avec de bonnes politiques. En comparaison, la croissance aux Etats-Unis de 2007 à 2013 n'a atteint en moyenne que 1% par an. La croissance au premier trimestre 2014 est encore pire, en moyenne de seulement 0,95%.

Voilà la signification de la crise. Ce n'est pas une croissance négative mais une croissance en dessous de la tendance. Ces sept dernières années de croissance à 1%, en regard de la croissance historique à 3%, sont une période de crise, exactement comme l'avait définie Keynes.

LIVRE : COMMENT LES RICHES DÉTRUISENT LA PLANÈTE

Par : Hervé Kempf, Seuil éditeur



1Hervé Kempf est journaliste au *Monde* et essayiste, proche des idées des écologistes. Dans ces deux ouvrages sortis à deux ans d'intervalle, en 2007 et en 2009, il détaille les causes de la catastrophe écologique. L'esprit journalistique d'Hervé Kempf lui permet de mener une œuvre didactique. En conséquence, il a une écriture très claire, l'usage d'exemples en introduction de ses chapitres et la limpidité de son argumentation font de sa démonstration, non pas seulement une thèse convaincante, mais aussi séduisante.

2Les deux livres sont courts, et n'ont donc pas la prétention de démontrer d'une manière scientifique la thèse de l'auteur. Ces deux ouvrages sont en effet des essais. En tant que tels, ils cherchent donc à susciter un débat politique. Les éléments qu'ils contiennent offrent ainsi des pistes pertinentes de réflexion pour des travaux scientifiques plus solides comme nous le verrons par la suite. Ainsi, si nous mentionnons dans notre commentaire les évidentes limites théoriques dues au choix de ce mode d'argumentation par l'auteur, nous ne les retiendrons donc pas comme des motifs de réfutation de la démonstration d'Hervé Kempf mais plus comme des invitations à des

travaux d'approfondissement de cette dernière.

3 Venons-en justement à la thèse défendue. Elle est radicale : la crise écologique prend place dans une crise de civilisation plus vaste encore. Il avance que cette crise de civilisation est la conséquence directe du mode de production capitaliste et de l'appropriation du pouvoir économique et politique par une élite (qu'il appelle « *oligarchie* »), érigée en modèle par les moyens du marketing et de la publicité. Selon l'auteur, le mouvement écologiste a pour l'instant perdu politiquement du fait qu'il n'a pas révélé ce lien entre la crise écologique et la crise sociale. Enfin, il en tire les conséquences en considérant que c'est par la remise en cause du modèle économique, politique et social entretenu par l'oligarchie que la crise écologique pourra être résolue. L'analyse d'Hervé Kempf se double donc d'un projet politique : donner un nouveau paradigme de pensée à une gauche en perte de repères suite à l'effondrement et/ou à la récupération par les conservateurs du modèle social-démocrate. Ce paradigme doit alors reposer sur l'idée que la crise écologique est la conséquence d'une crise sociale et politique (qu'il s'agirait de traiter ensemble). Cela nécessite, semble dire l'auteur, l'abandon des références productivistes du précédent projet social-démocrate. La force de ces ouvrages réside donc dans l'ambition de leur auteur : participer à la refondation de la gauche sur des bases écologistes, qui ne remettent pas en cause les préoccupations de justice sociale, mais plutôt les éclairent sous un jour nouveau et plus pertinent.

4 Dans le premier ouvrage, *Comment les riches détruisent la planète*, H. Kempf explique la première étape de sa thèse, à savoir le lien entre crise écologique, crise sociale et crise politique. Il commence par réussir à présenter la crise écologique de manière relativement concise mais aussi exhaustive, puis la relie à la crise sociale due à la montée des inégalités inter- et intra-étatiques. Ce premier lien est un point fort de la démonstration de l'auteur, du fait que l'extrême vulnérabilité aux dévastations climatiques présentes et à venir des classes les plus pauvres des pays développés (voir par exemple les victimes de l'ouragan Katrina à la Nouvelle-Orléans en 2005) et de la majorité des habitants des pays en développement n'est que peu abordée par les écologistes. Néanmoins cette thèse aurait nécessité des développements plus longs comme l'atteste l'absence d'arguments concernant la dégradation écologique comme facteur de pauvreté.

- 1 Veblen Thorstein, *Théorie de la classe de loisir* (1899), coll. « Tel », Gallimard, Paris, 2001. Ce (...)

5L'auteur s'appuie ensuite intelligemment sur la thèse de Veblen sur la classe de loisir¹ pour fonder celle de l'existence d'une classe oligarchique qui favorise la crise écologique par sa consommation ostentatoire des ressources économiques et naturelles. Enfin, il cherche à inscrire la crise écologique dans une crise politique, qui se manifeste selon lui dans une confiscation du débat démocratique par l'oligarchie - comme par exemple le *Patriot Act* voté à la suite des attentats du 11 septembre. Ainsi, bien qu'il ne réussisse pas toujours à relier parfaitement les trois crises de notre civilisation (crise écologique, crise sociale et crise politique), les nombreux exemples convoqués par l'auteur lui permettent de poser les bases d'une thèse ambitieuse et intellectuellement stimulante dans son premier livre.

- 2 Latouche Serge, *Le Pari de la décroissance*, Fayard, Paris, 2006. On y trouve de nombreuses proposi (...)

6Le propos du deuxième ouvrage, *Pour sauver la planète, sortez du capitalisme*, est de démontrer l'impossibilité de concilier le mode de production et de consommation capitalistes et le développement durable, et donc de proposer des pistes de dépassement de ce modèle économique. L'argumentation de l'auteur est alors très proche de celle de Serge Latouche² et du courant de la décroissance bien qu'il ne l'affiche pas lui-même de manière explicite.

- 3 Illich Ivan, *Œuvres complètes*, Fayard, 2004 (pour le tome 1), 2005 (pour le tome 2).

7Ce deuxième pilier de l'argumentaire de H. Kempf nous semble le plus fragile, en particulier du fait de propos très convenus dans les deux premiers chapitres sur la critique essentiellement factuelle du capitalisme financier. L'auteur profite de ces deux chapitres pour laisser place à des digressions, faiblement liées à la démonstration principale, comme le rôle du sexe et du sport dans l'aliénation des masses ! Ces passages illustrent cependant l'inscription intellectuelle de l'auteur dans le courant de l'écologie radicale et de la critique de la société industrielle et technicienne issus d'auteurs comme Ivan Illich³ sans qu'il arrive à en intégrer les apports théoriques de manière pertinente à sa thèse.

8Enfin, après avoir démontré les limites des arguments de la croissance verte - qui penserait pouvoir concilier la poursuite de la croissance économique et le respect de la biosphère et du maintien des stocks de ressources naturelles – et donc d’une conception faible du développement durable, l’auteur pose les bases sur lesquelles il faudrait fonder la société de demain. Il en vient alors au cœur de son sujet, malheureusement trop vite approché : la crise écologique ne peut se résoudre que par un nouveau contrat social, favorisant une plus grande justice sociale et une nouvelle démocratie que l’on devine plus participative. Cette dernière idée est alors la conséquence logique de la démonstration de son premier ouvrage : puisque la crise écologique est due à une crise sociale et politique (accroissement des inégalités et déficit démocratique), sa résolution doit passer par un changement social profond. Si le contenu de cette société de l’après-crise n’est ébauché qu’à l’aide d’exemples de mesures (revenu maximal acceptable, nouveaux indicateurs de la richesse et du bien-être, développement du tiers secteur...), leur actualité récente en démontre toute la force. Ainsi la crise financière a remis au goût du jour la critique des rémunérations vertigineuses des classes les plus riches et donc la possible pertinence de la fixation d’un plafond des revenus (comme l’illustre la décision de Barack Obama de limiter les rémunérations des dirigeants des entreprises aidées par l’Etat américain). De plus, le rapport rendu par la Commission Stiglitz au président Nicolas Sarkozy sur les nouveaux indicateurs de richesse et de bien-être, s’il n’arrive pas à déterminer une solution unique, rend légitime la revendication d’outils alternatifs au PIB et à l’IDH pour évaluer les effets de la croissance économique sur le développement durable.

9En conséquence, si l’auteur ne peut approfondir assez son argumentation du fait du choix formel d’un essai, la thèse défendue est au final convaincante, en particulier dans le premier ouvrage. Il s’appuie ainsi essentiellement sur des faits, ce qui donne à sa thèse une force descriptive très intéressante. De plus l’absence de portée démonstrative, en particulier le manque de références à des théories économiques (par exemple sur le niveau des inégalités mondiales ou le fonctionnement du capitalisme financier) ou sociologiques (par exemple sur la reproduction des élites et le lien entre élites politiques et économiques) ne l’empêche pas d’établir ce qui fait l’intérêt de sa thèse : le lien fort entre la problématique écologique, la problématique sociale et l’existence d’une caste oligarchique qui domine le système

économique et politique et l'oriente à son profit. Il a aussi le mérite d'éclairer le débat sur les mesures à prendre dans le cadre du développement durable à la lumière d'un impératif de justice sociale : comment répartir d'une manière juste les efforts en termes de protection de l'environnement et de rationnement de l'exploitation des ressources naturelles comme l'ont illustré à la rentrée 2009 les débats sur l'équité d'une contribution climat-énergie (aussi appelée taxe carbone).

10 Enfin, le mérite de ces livres est de défendre une thèse qui peut être poursuivie dans une perspective scientifique pluridisciplinaire : une approche sociologique de la structure sociale et de la culture marchande ; une approche économique du mode de production capitaliste, une autre politiste de l'oligarchie et de la démocratie écologique encore à construire... Cette approche combinant les apports des différentes sciences sociales est nécessaire pour analyser dans son ensemble le vaste changement social qui se déroule sous nos yeux, qu'il soit subi ou construit.

Savez-vous vraiment ce qu'est l'argent ?

12 déc 2014 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Aujourd'hui, nous n'accorderons pas la moindre attention à l'actualité. Nous allons plutôt consacrer ces lignes à un "cours express" sur l'argent. Ces prochains jours, nous allons parler de ce que nous savons... ou pensons savoir... sur le sujet.

L'argent a un côté numérique. En un sens, il s'agit de simples chiffres... de mathématiques pures... aussi ennuyeux et prévisibles qu'une division à quatre chiffres. Mais il y a aussi un côté plus sinueux. Et un fond aussi nuancé et subtil que l'humanité elle-même.

Peu de sujets — à part peut-être la religion et la politique — comportent autant de sottises puériles et de bêtises intéressées. Mais ni la religion ni la politique ne produisent des gagnants aussi clairs : il suffit de regarder qui a perdu le plus d'argent !

▪ **Qu'est-ce que l'argent ? D'où vient-il ? Si on en veut plus, où l'obtenir ?**

Nous savons tous ce qu'est l'argent, n'est-ce pas ? En réalité, c'est le contraire : personne ne le sait. Est-il réel... irréel... tangible... intangible ? Représente-t-il la richesse ? Ou bien est-ce la richesse elle-même ? Vous-

même, que voulez-vous : l'argent lui-même ou les choses que vous pouvez acheter avec cet argent ? De combien en avez-vous vraiment besoin ? Vaut-il mieux en avoir plus... ou moins ?

Certains lecteurs trouveront ces questions superflues mais si l'on veut vraiment prendre la mesure d'une chose, il faut l'envisager sous différents angles. C'est comme faire connaissance avec une femme. On ne peut pas se contenter de la rencontrer lors d'un dîner ou deux. Il faut être avec elle le matin et le soir... quand les choses vont bien et quand elles vont mal. Voir comment elle réagit sous la pression.

C'est d'ailleurs une question essentielle pour votre argent : comment réagira-t-il à la pression ?

Il y a relativement peu de temps encore, l'argent n'existait pas. Il n'était pas nécessaire

Il y a relativement peu de temps encore, l'argent n'existait pas. Il n'était pas nécessaire. Dans un monde pré-civilisé, que pouvait-on en faire ?

L'argent a émergé comme moyen d'échanger et préserver la richesse. Il était essentiel pour le développement des économies de marché modernes.

Dans une économie de subsistance, on cultive assez de nourriture pour se suffire à soi-même. On peut échanger un poulet contre du porc, ou des céréales contre des fruits... mais l'argent n'est pas franchement nécessaire. A mesure que l'économie devient plus complexe, cependant, l'argent rend les échanges plus faciles. On peut vendre du maïs contre des pièces d'or... puis utiliser cet or pour acheter une hache. L'argent représente du pouvoir d'achat. C'est un moyen pratique de suivre qui a quoi.

Mais imaginez qu'une saison se révèle particulièrement bonne et abondante — et vous récoltez assez de grain pour deux ans. Ce grain supplémentaire n'est pas nécessaire pour la consommation actuelle. Il s'agit plutôt de capital. Vous pouvez le vendre contre "de l'argent". Cet argent représente toute une année de votre travail — que vous pouvez désormais investir dans autre chose. L'idée — et c'est important — c'est que cet argent (ce pourrait être du papier, de l'or, du tabac... ou à peu près n'importe quoi) représente quelque chose de réel. Dans ce cas précis, c'est une année de céréales. Une ressource qui rend possibles plus de croissance et de formation de capital.

▪ **Argent... et argent**

Il y a deux sortes d'argent. Il y a l'argent qu'on doit dépenser simplement pour maintenir un statut : vos revenus et vos dépenses sur une base annuelle. Et il y a l'argent alloué à votre épargne... de l'argent mis de côté... du capital. C'est cette deuxième catégorie que nous abordons lorsque nous parlons d'investissement.

En général, vous gagnez ce capital "à la sueur de votre front". Ensuite, vous voulez que ce capital transpire un peu, lui aussi

En général, vous gagnez ce capital "à la sueur de votre front". Ensuite, vous voulez que ce capital transpire un peu, lui aussi.

Comment ? Comment le mettre au travail ?

Eh bien, au lieu de planter et récolter comme vous le faites tous les ans, l'année prochaine, vous pourriez passer votre temps à dégager de nouveaux champs... de sorte qu'une fois venu le temps de planter et récolter l'année suivante, vous avez deux fois plus de terrain disponible... et vous pouvez produire deux fois plus de grain chaque année.

C'est un gigantesque retour sur un investissement. Un profit de 100% sur la première année et toutes les années suivantes. Avec un PER de 10, la valeur en capital équivaut à 10 fois votre mise d'origine.

A présent, imaginons que vous ne pouvez pas augmenter votre espace cultivable, pour une raison ou pour une autre. Ou que vous ne pouvez pas augmenter votre production. Supposons que vous ne savez pas quoi faire avec cet argent.

Ne vous inquiétez pas. Il est temps d'investir ! Quelqu'un d'autre aura probablement besoin de ces grains afin de cesser de planter assez longtemps pour améliorer sa propre production. Voilà qui devient intéressant. Votre capital a une valeur pour les autres, pas uniquement pour vous. Il leur permet de devenir plus productifs.

En tant qu'investisseur... vous devez être vigilant. Il est temps de poser des questions

Mais à présent, en tant qu'investisseur... vous devez être vigilant. Il est temps de poser des questions.

Faites-vous confiance à la personne à qui vous donnez votre argent ? Est-ce un prêt... ou bien obtiendrez-vous une part de l'entreprise (devenant ainsi actionnaire) ? Aurez-vous un taux de rendement fixe... un rendement garanti ? S'il double sa production, combien obtiendrez-vous ?

Oh là là... Là, on entre dans les questions sérieuses. Si c'est un prêt, quel est

le nantissement ? Que se passe-t-il si votre emprunteur ne peut pas payer ? Y a-t-il des emprunteurs plus sûrs, rapportant un meilleur rendement ? Si vous êtes actionnaire, quelle part de l'entreprise possédez-vous ? Le PDG a-t-il fait ses preuves ? Quel est son historique ? Et ensuite... que faites-vous de vos parts ? Pouvez-vous les vendre à quelqu'un d'autre ? A qui ? A quel prix ? Si vous vendez... que ferez-vous avec l'argent ?

Nous reviendrons sur toutes ces questions dans les jours qui viennent. Vous verrez que notre système financier est devenu beaucoup plus complexe... mais les questions restent essentiellement les mêmes.

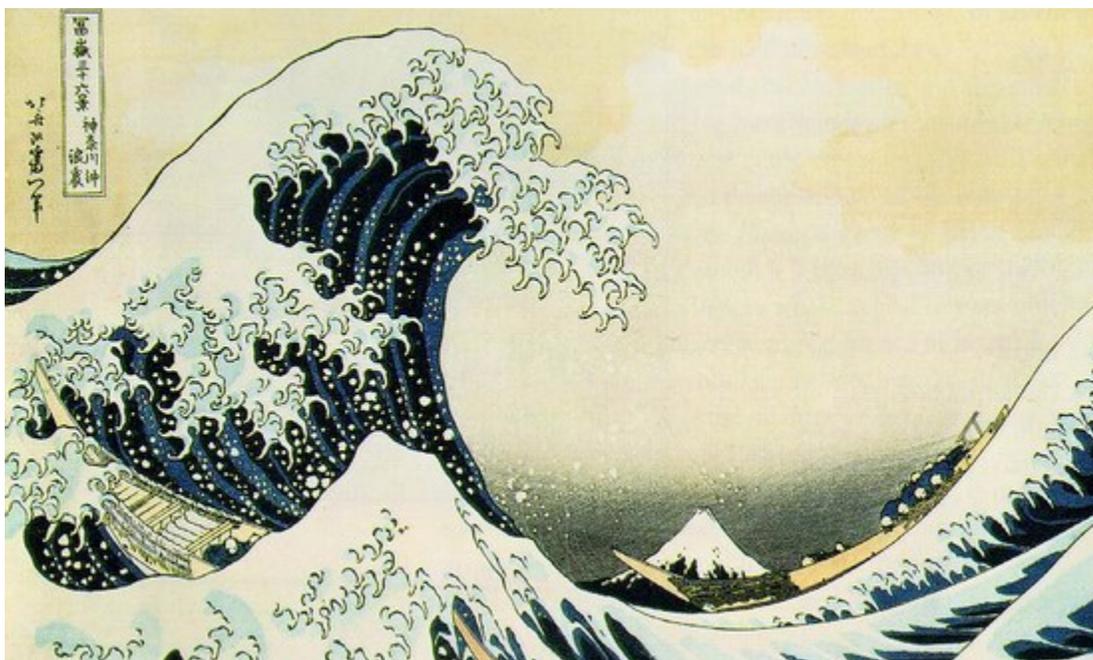
Si vous voulez plus d'argent, vous avez deux possibilités. Vous pouvez travailler pour gagner plus. Ou vous pouvez mettre votre argent au travail. Nous voulons parler de cette deuxième option. Quant à savoir comment le faire travailler, où, quand... restez à l'écoute !

« Le marché obligataire japonais est mort selon la Mizuho Bank... !! »

Charles Sannat 12 décembre 2014

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

C'est une dépêche de l'agence de presse spécialisée dans la finance Bloomberg qui écrit un article assez long au sujet des dernières déclarations de la Mizuho Bank qui a indiqué tout simplement, ce qui n'est pas rien, que le marché obligataire est mort, tué par la politique de la Banque centrale japonaise.



Ces déclarations fracassantes, encore plus de la part d'un grand acteur financier, ont été relativement peu commentées pour ne pas dire pas du tout ! Et pourtant, ce qui est dit est très important... À moins que ce soit pour cette raison justement que ce ne soit pas ou insuffisamment repris !!

La Mizuho est l'un des SVT, un mot barbare signifiant que c'est l'une des banques ayant en charge le traitement « obligatoire » des obligations de l'État japonais, ce n'est donc pas rien, sans compter que cette banque est l'une des principales détentrices des dettes de l'État nippon.

Selon Tetsuya Miura, le stratège obligataire chez Mizuho basée à Tokyo, *le marché obligataire est mort et la raison c'est évidemment la politique de la BoJ*, la Banque centrale du Japon, qui rachète les dettes de l'État en monétisant autant que nécessaire ou presque. Résultat logique : le prix des obligations japonaises ne reflètent pas le risque. Conséquence ? Les réformes structurelles ne sont pas faites puisque la solution de facilité (imprimer des billets) c'est bien plus commode. Conclusion ? Pour lui, cette politique, au lieu d'améliorer la situation, l'aggrave considérablement.

Sans blague. Imprimer de la fausse monnaie n'a jamais été une solution.

244 % de dette sur PIB pour le Japon !

Incidentement, on apprend au détour de cet article de Bloomberg que la dette publique du Japon a grimpé de plus d'1 quadrillion de yens (je ne sais même

pas combien de zéros il faudrait pour écrire ce nombre en chiffres) et que le FMI estime que cela correspond à... 244 pour cent du produit intérieur brut du pays cette année à comparer aux 106 pour cent de dette sur PIB pour les USA (tout de même).

Depuis le début de l'année le yen a chuté de 18 % par rapport au dollar américain, ce qui veut dire que détenir une obligation japonaise rapportant 0,1 % et libellée en yen qui baisse de 18 % vous fait un rendement négatif exceptionnel de 17,99 % sur votre placement en un an...

Logiquement, les investisseurs ne se bousculent pas au portillon pour profiter d'une telle aubaine pour leur patrimoine. Résultat ? Encore une fois, la fuite en avant dans l'impression monétaire et encore plus de yen, ce qui fera baisser encore plus la monnaie japonaise et ne relancera pas la croissance puisque le Japon, s'il est un exportateur, est avant tout un importateur très important que ce soit de produits énergétiques (pétrole, gaz, etc.) ou alimentaires. Pour les consommateurs japonais, cette politique est catastrophique puisque les Japonais se nourrissent tous les jours et se chauffent également. Avec une monnaie qui perd presque 20 % de sa valeur, le pouvoir d'achat s'effondre.

L'objectif : masquer l'insolvabilité du Japon

Si le Japon reste un pays riche et l'un des plus gros détenteurs de dettes US, il ne peut revendre ses bons du Trésor américain sous peine de faire s'effondrer la dette US. Et le Japon est un fidèle allié des États-Unis. Le Japon est en plein déclin démographique et ses seniors mobilisent massivement leur épargne pour boucler leurs fins de mois. La population est donc vendeuse nette de ses actifs financiers détenus. La seule façon de maintenir un semblant de normalité est de mettre en face la banque centrale qui achète en dernier recours. Résultat ? Encore une fois, il ne s'agit pas de relancer la croissance nipponne mais de masquer l'insolvabilité du pays jusqu'au jour où le yen sera emporté par un épisode hyperinflationniste.

C'est dans ce contexte qu'aujourd'hui on admet enfin officiellement que la Banque centrale japonaise a tué le marché obligataire.

Comme l'a écrit Nicholas Spiro, directeur de la gestion et de la stratégie basée à Londres du Fonds Souverain Spiro, « *à toutes fins utiles, il n'y a pas de marché des obligations japonaises* ».

J'espère que le message est clair.

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

À demain... si vous le voulez bien !!

La BCE sort 130 milliards pour son deuxième prêt géant aux banques européennes

« Lors de la première opération de ce type, en septembre, les établissements financiers de la zone euro n'avaient emprunté que 82,6 milliards d'euros à la BCE ». On pourrait donc penser que cela est une « bonne nouvelle ». Ce n'est hélas, encore une fois pas le cas, pour une raison assez simple qui tient notamment à l'Italie. L'Italie a vu sa dette souveraine dégradée par l'agence de notation S&P. Cela signifie que nombre de banques italiennes chargées en dettes italiennes doivent augmenter leurs fonds propres pour des questions de ratios et des points purement juridiques.

Normalement donc les banques italiennes auraient du faire nettement augmenter les scores, ce qui n'a pas été le cas par rapport aux prévisions.

« Un montant conforme aux attentes. La Banque centrale européenne (BCE) a annoncé jeudi 11 décembre avoir alloué 129,84 milliards d'euros de liquidités aux banques dans le cadre de sa deuxième opération de refinancement à plus long terme ciblée (TLTRO). Décidés en juin, ces prêts doivent stimuler les crédits aux entreprises pour relancer la zone euro.

Les économistes et analystes interrogés par l'agence Reuters s'attendaient en moyenne à voir l'institution monétaire européenne allouer 130 milliards d'euros dans le cadre de ces prêts à quatre ans à taux très faible (0,15 %). Au total, 306 banques ont participé à l'opération de jeudi, a précisé la BCE... »

Charles SANNAT [Source La Tribune ici](#)

La Chine pourrait atteindre ses objectifs de croissance pour 2014 de manière « relativement satisfaisante »

Beaucoup de « conditionnalités » dans ce message du gouvernement chinois qui en dit très long sur les difficultés économiques actuelles et sur la réalité de la croissance mondiale. La Chine étant en réalité la première économie mondiale, une mauvaise croissance en Chine c'est une mauvaise croissance mondiale.

Charles SANNAT

BEIJING, 11 décembre (Xinhua) – La Chine pourrait atteindre de manière « relativement satisfaisante » ses objectifs sociaux et économiques pour l'année 2014 et maintenir l'économie dans une fourchette raisonnable, selon un communiqué publié jeudi à l'issue de la Conférence centrale sur le travail économique.

Le communiqué officiel intervient après qu'une série de statistiques économiques décevantes a fait naître des spéculations selon lesquelles la Chine pourrait ne pas réaliser son objectif de croissance annuelle de 7,5 %.

Lors de la conférence, qui a donné le ton pour les politiques économiques de l'année prochaine, les dirigeants chinois ont reconnu que l'économie faisait encore face à de nombreux défis et à une pression à la baisse « relativement importante » générée notamment par les difficultés croissantes des entreprises et l'émergence de risques économiques.

Le communiqué ne révèle pas l'objectif de croissance pour 2015, qui est généralement dévoilé en mars, mais indique que la Chine restera « raisonnable » quant aux objectifs à fixer et au maintien de la flexibilité de ses politiques de macro-contrôle.

La Chine poursuivra ses politiques de contrôle ciblé et structuré afin de soutenir une croissance économique modérée à rapide, indique le communiqué. Elle s'adaptera activement à la « nouvelle normalité » économique consistant en une croissance moins rapide mais de meilleure qualité.

En raison du ralentissement du secteur immobilier, du fléchissement de la demande domestique et de l'instabilité des exportations, la croissance de l'économie chinoise a affiché au troisième trimestre sa plus mauvaise performance depuis la crise financière internationale de 2008-2009.

Sur les trois premiers trimestres, le PIB chinois a progressé de 7,4 %.

Pour soutenir la croissance, la banque centrale a décidé le mois dernier de baisser le taux d'intérêt de référence sur les dépôts à un an de 25 points de base et le taux d'intérêt de référence sur les prêts à un an de 40 points de base à partir du 22 novembre.

Cette mesure a grandement stimulé les marchés boursiers, mais avec

l'accroissement des risques de déflation. Les analystes s'attendent à un nouvel assouplissement [ou QE : planche à billet (\$\$\$) basée sur du vide (sans contre-valeur)] pour relancer l'économie.

La nouvelle normalité sera la « logique principale » pour la croissance économique

[Novlangue]

Lisez bien cette dépêche sur la nouvelle normalité de l'économie chinoise en pleine transition et, bien évidemment, en transition de modèle économique et de potentiel de croissance économique. Cela va vous permettre de comprendre que les taux de croissance de 10 % en Chine c'est définitivement fini, et la grande différence entre ce pays et le nôtre par exemple c'est que les autorités chinoises ont parfaitement intégré ce changement de rythme et de paradigme là où les nôtres sont encore en train de faire la danse du retour de la Sainte Croissance... désespérant.

Charles SANNAT

BEIJING, 11 décembre (Xinhua) – Les autorités centrales chinoises ont déclaré jeudi que le pays devait bien comprendre la nouvelle normalité, s'adapter à celle-ci et renforcer le développement économique selon cette nouvelle normalité.

S'adapter à cette nouvelle normalité sera durant un certain temps la « logique principale » pour la croissance économique, indique un communiqué publié jeudi à l'issue de la Conférence centrale sur le travail économique.

L'économie chinoise est entrée dans une période de croissance modérée à rapide et de transition vers un modèle de croissance axé sur la qualité et l'efficacité et non plus sur la quantité et la vitesse. Par ailleurs, la restructuration mettra l'accent sur l'amélioration des pratiques actuelles de production, plutôt que sur l'expansion, et sur une croissance économique davantage tirée par de nouveaux facteurs que par les secteurs conventionnels.

« L'économie chinoise évolue vers un modèle de croissance plus avancé, une division complexe du travail et une structure plus raisonnable », explique ce document.

[Dissolution de l'OPEP selon la Bank Of America](#)

C'est une information très importante. En effet, depuis presque 50 ans, le cartel des pays producteurs de pétrole fait la pluie et le beau temps donc les cours de l'or noir. Or pour la Bank Of America, en réalité l'OPEC n'existe plus dans les faits et le baril va s'effondrer pour retourner à 50 dollars. Le prix d'extraction des gaz de schiste aux USA est de 70 dollars environ. À moins de 60 dollars le baril, c'est l'ensemble de l'industrie américaine du gaz de schiste qui va tomber et rapidement tout en sachant que les banques américaines ont financé cette industrie pour plus de 300 milliards d'euros de crédits qui, du coup, ne seront pas remboursés.

Alors la baisse du pétrole, c'est une bonne nouvelle qui va cacher néanmoins quelques très mauvaises surprises comme des « subprimes pétrolières » et quelques baisses importantes des rentrées fiscales dans des pays comme la France qui taxe fortement les produits pétroliers.

Il va donc encore falloir sauver quelques banques et encaisser des hausses d'impôts pour combler le manque de rentrées fiscales liées aux taxes sur les carburants.

Charles SANNAT

[Jacques Sapir sur BFM Business](#)



Partie 1 : http://www.dailymotion.com/video/x2c59bx_jacques-sapir-vs-cyrille-collet-1-2-vers-une-nouvelle-restructuration-de-la-dette-grecque-en-2015-09_news

Partie 2 : http://www.dailymotion.com/video/x2c5ax0_jacques-sapir-vs-cyrille-collet-2-2-economies-et-marches-quelles-perspectives-pour-2015-09-12_news

J'aime bien les analyses de Jacques Sapir, dont je rejoins les propos en règle générale et cette intervention ne déroge pas à cette habitude. Je vous invite donc, si vous le pouvez, à consacrer quelques minutes pour visionner sa dernière intervention et les risques qu'il pointe très justement du doigt, que ce soit la Grèce ou l'Italie.

Charles SANNAT

France, la déflation c'est maintenant !! Les prix à la consommation en baisse

La déflation c'est maintenant, et ce n'est évidemment pas une bonne nouvelle. Quand les prix baissent, les gens anticipent la baisse à venir et n'achètent plus, la consommation s'effondre et avec, les rentrées fiscales liées à la TVA... Alors je peux vous assurer que la déflation c'est dramatique pour les finances publiques... Attendez-vous donc à des augmentations d'impôts qui viendront alourdir votre budget et qui pèseront encore plus sur la consommation et l'emploi. La loi Macron ne changera rien à cette situation. Ni les pharmaciens conduisant des notaires ou des avocats en bus ne pourront rien changer à la déflation en France.

Les solutions existent, comme la sortie de l'euro et la démondialisation, sans oublier une immense réforme fiscale et une refonte de l'État-providence mais personne ne les mettra en œuvre... Nous allons donc droit vers l'effondrement financier de notre pays.

Charles SANNAT

Les pièces carrées en or sont-elles des pièces ?



Pièce rectangulaire JO Russie 2014 © Collage : La Voix de la Russie

La mode est aux pièces rectangulaires ! La Russie, qui prépare les Jeux Olympiques d'hiver à Sotchi en 2014, vient en effet d'éditer une « pièce lingot » en or à l'effigie de l'ours mascotte et aux armoiries du pays. Mais peut-on encore appeler une pièce rectangulaire une pièce ?

D'après *La Fiscalité des Métaux Précieux*, de Yannick Colleu, on peut en effet rencontrer des pièces en or de toutes les formes et qui ne perdent rien à

leurs caractéristiques d'or d'investissement.

Ainsi la magnifique pièce lotus lunaire s'illustre en forme de fleur, alors que les îles Cook disposent de pièces en argent cylindriques. On rencontre aussi des pièces de forme rectangulaire qui s'assimilent à des lingots, comme la plaquette en or de 15 \$ australien émise en 2011, ou encore ces pièces en or de 50 et 100 roubles. Il fallait bien une pièce de ce type pour marquer le coup d'un tel événement.

Peu importe leur forme, précise Yannick Collet, ce qui compte c'est qu'elles aient cours légal.

Restons dans le format carré avec ces « [CombiBars](#) » frappés par [Val Cambi](#). Le raffineur suisse d'or et de métaux précieux fournissait déjà la société AuCOFFRE.com en « flans » (pièces plates et unies) d'or pur et [100 % clean](#) destinés à être frappés en Vera Valor.

Fort du succès de ces « plaquettes de chocolat » en or sécables en mini carrés de 1 g, [le fondeur suisse souhaite exporter le produit aux États-Unis et aussi en Inde](#), premier consommateur d'or au monde, afin d'en faire un « moyen de paiement d'urgence », voire carrément une devise parallèle.

Encore une initiative qui marque un retour de plus en plus prégnant de l'or dans le circuit des échanges commerciaux. La seule chose que l'on peut objecter aux CombiBars est que, malgré son caractère extrêmement liquide en petits bouts d'1g, la précision de l'échange n'est pas de mise, surtout avec un cours très mouvant de l'or. L'avantage d'un règlement en or via la [VeraCarte d'AuCOFFRE.com](#) est que vous pouvez payer stricto sensu ce que vous devez, pas un centime de plus ni de moins, puisque la carte ajuste le paiement sur la base or dont vous disposez en coffre.

[Le retour des guerres monétaires et l'impuissance des Etats](#)

[Nouriel Roubini](#) / président de Roubini Global Economics | Le 03/12 à 16:22, mis à jour le 11/12

La pression du désendettement public et privé, conjuguée à des politiques d'austérité trop brutales, a conduit les Etats à user et abuser des politiques monétaires pour retrouver de l'air. Les résultats sont décevants.

de Nouriel Roubini

La récente décision de la Banque du Japon consistant à accroître la portée de son assouplissement quantitatif semble indiquer le retour prochain d'une guerre des monnaies. Les efforts de la BDJ destinés à affaiblir le yen s'inscrivent dans une approche du chacun pour soi, qui suscite aujourd'hui un certain nombre de réactions politiques en Asie et dans le reste du monde.

Craignant de perdre en compétitivité par rapport au Japon, les banques centrales de Chine, de Corée du Sud, de Taïwan, de Singapour et de Thaïlande assouplissent actuellement leur propre politique monétaire – ou s'appêtent à le faire. Il est probable que la Banque centrale européenne, et que les banques centrales suisse, suédoise et norvégienne, ainsi que celles de plusieurs pays d'Europe centrale, se lancent également dans le même mouvement, ou recourent à un certain nombre d'autres mesures non conventionnelles afin d'empêcher leur monnaie de s'apprécier.

Tout ceci devrait aboutir à un renforcement du dollar américain, dans la mesure où la croissance reprend aux États-Unis, et où la Réserve fédérale a fait savoir qu'elle commencerait à rehausser les taux d'intérêt à partir de l'an prochain. Pour autant, si la croissance mondiale demeurerait faible, et si le dollar venait à devenir trop fort, la Fed elle-même pourrait bien décider de reporter la hausse des taux d'intérêt, et d'y procéder de manière plus lente, afin d'éviter une appréciation excessive du dollar.

Les raisons de la récente tourmente monétaire sont claires : au sein d'un environnement de désendettement privé et public lié à des dettes élevées, la politique monétaire est devenue le seul outil disponible pour dynamiser la demande et la croissance. L'austérité budgétaire a aggravé l'impact de ce désendettement, en pesant d'un poids direct et indirect sur la croissance. Le faible niveau des dépenses publiques vient réduire la demande globale, tandis que la baisse des transferts et la hausse des taxes affectent le revenu disponible, et par conséquent la consommation privée.

À l'échelle mondiale, l'ajustement asymétrique des économies des pays créditeurs et débiteurs exacerbe la spirale récessionniste et déflationniste. Les États qui dépensaient excessivement n'épargnaient pas suffisamment et enregistraient un déficit de balance courante, ont été contraints par les marchés à moins dépenser et à épargner davantage. Sans surprise, leurs déficits commerciaux se sont réduits. En revanche, ceux qui épargnaient

excessivement et ne dépensaient pas suffisamment, à savoir la plupart des États, n'ont pas été capables d'épargner davantage et de dépenser plus ; leurs excédents de balance courante se sont ainsi accentués, aggravant la fragilité de la demande globale et affectant par conséquent la croissance.

Dans ce climat, c'est à la politique monétaire qu'est revenue la charge consistant à soutenir une croissance défailante, via des monnaies plus faibles et des exportations nettes plus élevées. Les guerres monétaires qui en ont résulté se sont toutefois en partie révélées un jeu à somme nulle : lorsqu'une monnaie s'affaiblit, une autre monnaie se renforce nécessairement ; et lorsque la balance commerciale d'un État s'améliore, ce doit être au détriment d'une autre. Le dosage macroéconomique s'est néanmoins révélé peu optimal, avec une consolidation budgétaire excessivement précoce, et un excès de politiques monétaires non conventionnelles (qui ont perdu de leur efficacité au cours du temps). Les économies développées auraient suivi une approche plus judicieuse en recourant à une moindre consolidation budgétaire à court terme, et à davantage d'investissement dans les infrastructures productives, le tout en parallèle d'un engagement plus crédible en faveur de l'ajustement budgétaire à moyen et long terme – ainsi que d'un assouplissement monétaire moins agressif.

Les besoins en infrastructures sont considérables à la fois dans les économies avancées et émergentes (à l'exception de la Chine, qui surinvestit). En outre, l'investissement public joue à la fois sur la demande et sur l'offre. Non seulement permet-il de dynamiser la demande globale de manière directe, mais il augmente également la production potentielle en élevant le stock de capitaux susceptibles de booster la productivité.

Malheureusement, l'austérité nous a conduits à des résultats opposés. Les toutes premières réductions de dépenses ont porté un coup aux investissements publics productifs, les gouvernements préférant en effet poursuivre leurs dépenses actuelles – bien souvent inefficaces – en faveur des emplois du secteur public, et transférer les paiements au secteur privé. Résultat, la reprise mondiale demeure anémique dans la plupart des économies développées (à l'exception mesurée des États-Unis et du Royaume-Uni) et désormais également dans les principaux pays émergents, qui connaissent un net ralentissement de croissance depuis deux ans.

Nouriel Roubini, est président de Roubini Global Economics et professeur d'économie à la Stern School of Business de l'université de New York.

Le Japon va-t-il s'en sortir ?

Kenneth Rogoff / Chroniqueur - Professeur à l'université de Harvard | Le 11/12

L'échec des Abenomics première version illustre la difficulté des économies développées vieillissantes à se sortir du piège de la crise. Le Japon ne peut échapper à des réformes structurelles profondes.

L'Europe non plus.

de Kenneth Rogoff

Les récentes mesures du Premier ministre japonais Shinzo Abe (augmenter de façon spectaculaire la stimulation monétaire, reporter une augmentation de l'impôt sur la consommation et programmer des élections anticipées à la mi-décembre) ont remis son pays à l'avant-poste d'un intense débat politique : comment des économies avancées vieillissantes peuvent-elles relancer leur croissance après la crise financière ?

Il est maintenant clair que le premier train de réformes d'Abe (appelées « Abenomics ») a échoué à générer une inflation durable. Des espoirs de reprise durable ont fait place à deux trimestres consécutifs de croissance négative.

Les « trois flèches » des Abenomics avaient pourtant vu juste : une politique monétaire qui « emploie tous les moyens » pour rétablir l'inflation, une politique budgétaire de soutien et des réformes structurelles pour stimuler la croissance à long terme. Mais bien que la banque centrale, dirigée par le gouverneur Haruhiko Kuroda, ait rempli sa part du contrat, les deux autres « flèches » des Abenomics ont manqué leur objectif.

Il n'y a eu aucun progrès significatif sur les réformes du côté de l'offre, en particulier sur la question centrale de la manière d'élargir le marché du travail. Avec une population vieillissante et en [régression](#), le gouvernement japonais doit trouver les moyens d'encourager davantage de femmes à travailler, d'inciter les Japonais plus âgés à rester dans la population active et de développer davantage les mesures d'emploi favorables à la famille. Avant toute chose, le Japon a besoin de créer un environnement plus accueillant pour les travailleurs immigrés.

Le Japon a désespérément besoin de plus d'infirmières et d'employés en maisons de retraite pour s'occuper de sa population vieillissante.

La programmation de la hausse d'impôt sur la consommation en avril 2014 (de 5 % à 8 %) est elle aussi mal tombée. Le gouvernement aurait pu exercer une relance budgétaire plus agressive pour contrer les effets à court terme de l'augmentation. Au lieu de cela, deux trimestres successifs de croissance négative ont eu un impact psychologique décourageant. Jusqu'à présent, les Abenomics n'ont pas réussi à modifier un état d'esprit déflationniste.

Rappelez-vous que l'importante dette publique du Japon ainsi que les fonds de retraite sous-dimensionnés sont un énorme problème, et que seul le keynésien le plus téméraire et le plus grossier oserait conseiller au gouvernement d'ignorer ces aspects.

Pour le moment, les risques sont théoriques, avec des [taux d'intérêt](#) de la dette publique sur dix ans inférieurs à 0,5 %. Mais dire que la dette du Japon n'est plus un sujet, c'est comme dire d'un fonds spéculatif fortement endetté qu'il est complètement sûr : les risques peuvent être éloignés, mais ils ne sont pas négligeables pour autant. Pensez à ce qui arriverait si la Banque du Japon avait effectivement réussi à convaincre l'opinion publique que l'inflation serait en moyenne de 2 % sur une base durable. Le taux d'intérêt sur dix ans serait-il encore à 0,5 % ?

Que faire si d'autres facteurs (par exemple une forte baisse de la croissance des marchés émergents) avaient conduit à une forte hausse des [taux d'intérêt réels](#) mondiaux ou à une hausse des primes de risque sur la dette japonaise ? En principe, le Japon pourrait survivre à ces chocs sans inflation élevée ni autres mesures extrêmes, mais c'est folie de nier la vulnérabilité du pays. Un fonds spéculatif peut tout simplement se retirer des affaires : ce n'est pas une option pour une grande nation.

La viabilité des finances publiques exige une éventuelle hausse de l'impôt sur la consommation et, bien sûr, le Japon ne doit pas attendre que les investisseurs internationaux commencent à douter de sa volonté. Le problème est celui du calendrier et des tactiques. Reporter la deuxième augmentation de l'impôt sur la consommation semble être un bon compromis,

Mais cela nous ramène aux problèmes les plus profonds du Japon. Les mesures en faveur de la demande ne pourront pas empêcher deux décennies

perdues supplémentaires, encore moins garantir deux décennies fastes. Le déclin démographique est un facteur clef dans le déclenchement de la crise financière de 1992 au Japon et dans le long marasme qui a suivi. Le Japon est encore un pays riche, mais son classement en termes de revenu réel par habitant a glissé en dessous de celui de beaucoup d'autres économies avancées (dont le Royaume-Uni, selon certaines estimations) et bien en dessous de celui des Etats-Unis.

L'expérience du Japon comporte d'importantes leçons pour l'Europe, la principale étant que les mesures de relance, bien que nécessaires à court terme pour encourager la demande, ne peuvent pas combler les lacunes structurelles à long terme. Si les mesures Abenomics 2 ne parviennent pas à enclencher une réforme structurelle profonde, elles ne réussiront pas mieux que leur première version.

Kenneth Rogoff

Kenneth Rogoff est professeur d'économie et de sciences politiques à l'université Harvard. Il a été économiste en chef du FMI. Cet article est publié en collaboration avec Project Syndicate, 2014.

DÉRÉGULATION FINANCIÈRE, EN ARRIÈRE TOUTE !

12 décembre 2014 *par* François Leclerc

On n'oubliera pas le mois de décembre 2014 : le virage est engagé, la priorité est désormais donnée à la libération du marché et à la suppression des entraves réglementaires qui se sont multipliées ! Des deux côtés de l'Atlantique, les banques ont fini par avoir gain de cause et obtenu simultanément l'abandon des réformes sur le sujet emblématique et très sensible de la séparation de certaines de leurs activités spéculatives sur fonds propres.

En dépit de l'opposition farouche d'un large secteur des élus démocrates, Barack Obama a obtenu au forcing le vote par le Congrès d'un amendement à la loi Dodd-Frank de 2010 qui abrogeait cette disposition, en particulier pour les Credit default swaps (CDS). Préludant à son abandon, la reculade sur ce même dossier du nouveau commissaire européen aux affaires financières, Jonathan Hill, n'est pas passée inaperçue dans les milieux bancaires qui ont

salué avec un grand soupir de soulagement cette éclaircie.

Sous le titre « La pause, enfin ? » l'éditorial de l'hebdomadaire financier français l'AGEFI mérite à cet égard d'être cité : « les banques sont assainies, leur supervision contrôlée et la stabilité financière consolidée. Mais le trop-plein de régulation, l'instabilité de son cadre même, ont sérieusement mis à mal le financement de l'économie, en faisant fi d'un principe de base. Il existe des fondamentaux dans l'équilibre économique des banques : à trop renforcer leur niveau de capital, on met en danger leurs métiers essentiels que sont le crédit ou la tenue de marché ».

Écoutons également Jonathan Hill : « Je ne suis pas là pour annoncer que les réglementations existantes vont être jetées dans un feu de joie au nom de la croissance... Mais le bon sens veut que l'on fasse un pas en arrière après cinq années de travail législatif très actives et que l'on se pose la question : avons-nous toujours trouvé le bon équilibre entre la réduction des risques et l'encouragement à la croissance ? ». La rupture avec l'ère de Michel Barnier, le précédent commissaire, est consommée, et la priorité est donnée à un nouvel *agenda* : celui de « l'union des marchés de capitaux ».

L'objectif proclamé est d'abandonner toutes les mesures de régulation encore en gestation, fautives car bridant le développement des financements de marché. La réglementation des fonds monétaires auprès desquels les banques vont chercher leur financement à court terme va notamment s'en ressentir, au prétexte de ne pas accroître leurs coûts et de restreindre le crédit bancaire par voie de conséquence.

Que s'agit-il de favoriser ? Le nouveau commissaire part du constat que « l'épargne est compartimentée entre États membres, trop concentrée dans les bilans bancaires » et que « cela pèse sur la croissance et la profondeur des marchés ». Il faut donc y remédier en mettant fin à la désunion des marchés, afin que les marchés obligataires et d'actions prennent une part accrue dans le financement de la croissance, comme c'est le cas aux États-Unis. La ligne fixée, les mesures ont été mises à l'étude sans tarder. Souhaitant susciter une réaction du système bancaire face au développement de sa concurrence, il est parallèlement recherché la relance du marché de la titrisation, dans la lignée des tentatives de soutien engagées par la BCE avec ses achats d'Asset-backed securities (ABS).

Enfin, opérant une réhabilitation du *shadow banking*, le dernier rapport

global du FMI avait cet automne annoncé la couleur en suggérant aux responsables politiques de « maximiser les bénéfices de la finance de l'ombre tout en minimisant les risques systémiques ». Il lui était soudainement redécouvert des vertus oubliées : l'accroissement de la *liquidité* du marché et le partage du risque. Prenant acte de son développement, ainsi que des restrictions apportées au crédit bancaire, il devenait urgent de prendre en considération son apport incontournable au financement de l'économie.

Il s'agit donc de faire feu de tout bois pour sortir des marais actuels. Porteuses d'espoirs déçus, les banques n'ont pas répondu aux attentes et il faut en tirer les conséquences. En les soulageant tout en trouvant d'autres canaux de relance de la croissance, qui seule permettra de sortir de la crise de la dette. Annonceur d'inévitables rebondissements de la crise financière, le tournant qui est pris est à la mesure de l'impasse rencontrée. À Dieu vat !

La BCE prête à prendre le relais de la FED : vers l'implosion de la zone euro ?

Les Moutons enragés 12 décembre 2014, posté par Ender

La FED, par la voix de sa présidente Janet Yellen, a annoncé une sortie progressive du QE, son programme de rachat d'obligations souveraines auprès des banques privées, ainsi qu'une remontée progressive des taux en 2015. Les effets n'ont pas tardé à se faire sentir sur les pays émergents qui ont assisté à une fuite des capitaux sous l'effet de l'anticipation d'une baisse des liquidités au niveau mondial. La conséquence est une hausse du dollar par rapport à la monnaie des émergents, le rouble a par exemple perdu 40% de sa valeur face au dollar, sous la pression également des sanctions occidentales. La hausse du dollar va également renchérir le poids de la dette pour les économies émergentes, libellée pour les trois quart dans la monnaie américaine.

Selon la Banque des Règlements Internationaux :

L'appréciation du dollar pourrait, si elle persiste, avoir de profondes implications pour l'économie mondiale. Elle agirait comme un révélateur de la fragilité financière de nombreuses sociétés des pays émergents dont la dette est libellée en dollar

L'euro s'est lui même fortement déprécié par rapport à la monnaie américaine

et s'échange désormais à 1.23\$ contre 1.37\$ en décembre 2013.

L'économie de la zone euro suscite également de plus en plus d'inquiétudes puisque la croissance sera quasi nulle en 2014 avec 0.8% (en incluant pour certains pays le trafic de drogue et la prostitution dans le calcul du pib) et que les perspectives pour 2015 ne sont guère meilleures. L'OCDE a établi des prévisions à 1.1%, qui seront probablement revues à la baisse d'ici peu.

Dans ce contexte, la dernière émission monétaire de la BCE n'a pas trouvé preneur : sur les 400 millions de son dernier programme de refinancement proposé aux banques au taux de 0.15% (TLTRO), seuls 212.4 millions ont été empruntés.

Ces facilités de financement et cette injection de liquidités dans le secteur bancaire sont sensées redynamiser le crédit au sein de la zone euro et donc relancer l'investissement et au final la sacro sainte croissance. Le constat d'échec est cependant patent. Les banques n'ont tout simplement pas besoin de cet argent car elles n'enregistrent pas de demande de financement de la part des entreprises et qu'elles ne souhaitent pas prêter aux économies en difficulté du sud de la zone comme l'Italie ou l'Espagne où le taux de défaut et les faillites sont très élevés.

Il n'y a aucune raison macro-économique qui pourrait pousser les entreprises à investir dans un contexte déflationniste et récessionniste. Ce contexte récessif est pourtant la conséquence directe des politiques préconisées par la BCE et la commission européenne dans le cadre de la « résolution » de la crise des dettes publiques et qui se sont traduites par la mise en place de politiques d'austérité dévastatrices.

Le PIB de la Grèce a perdu ainsi presque 30% depuis 2008. L'autre levier de ces politiques sensé agir sur la compétitivité en créant un « choc d'offre » et qui s'est traduit par des baisses de salaire et des politiques de modération salariale destinées à réduire les coûts de production a également entraîné un effondrement généralisé de la demande dont même l'Allemagne souffre aujourd'hui. Le PIB germanique n'a progressé que de 0.1% sur le troisième trimestre, autant dire qu'il n'y a plus de croissance outre Rhin.

L'indice PMI manufacturier allemand est ressorti à 49.5 en novembre, un plus bas historique de 17 mois, la barre des 50 points marquant la séparation entre contraction et expansion économique...

Devant ce constat d'échec et l'absence de perspectives de reprises à l'échelle de la zone euro, la BCE semble prête à changer de politique monétaire malgré l'opposition de l'Allemagne et un consensus est en train d'émerger au sein des gouverneurs de la banque centrale pour l'adoption de mesures « non conventionnelles » pour lesquelles militait avec insistance Mario Draghi depuis plusieurs mois.

Selon le site Euractiv, les 28 gouverneurs de la BCE se seraient rangés à l'idée de lancer un QE sur le modèle de celui expérimenté par la FED depuis 2008, à savoir un rachat de titres de dettes souveraines auprès des banques de la zone euro. Il s'agirait d'une petite révolution, l'Allemagne étant farouchement opposée à ce type de pratique accusée d'encourager le laxisme budgétaire coupable des pays du sud et, à terme, de développer l'inflation. En réalité, toutes les autres politiques ayant échoué, aussi bien les taux zéro que les facilités de refinancement des banques, une intervention directe de la BCE sur le marché de la dette semble bien constituer le dernier recours. Une décision sur la mise en place de ce programme de rachats de titres de dettes pourrait intervenir début 2015 :

« Si nous avons eu une marge de manoeuvre sur les taux d'intérêt à ce moment-là, je suis personnellement convaincu que le Conseil des gouverneurs aurait décidé d'abaisser les taux », a déclaré Peter Praet dans un forum qui se tenait à Washington.

Il a estimé qu'une des conditions pour le rachat de dette souveraine, à savoir l'affaiblissement de l'économie de la zone euro, était déjà remplie, l'autre condition étant le sentiment que les instruments déjà en place perdent de leur efficacité.

Lundi, Benoît Coeuré, membre du directoire de l'institut d'émission, a déclaré que la décision d'attendre début 2015 pour juger de l'opportunité de mettre en oeuvre de nouvelles mesures de soutien avait été prise à l'unanimité.

Toutefois l'Allemagne et l'Autriche ont déjà fait par de leur opposition à ce programme et une plainte a été déposé auprès de la cour de justice européenne contre la légalité du programme d'OMT, qui ne figure effectivement pas dans les mandats de la BCE. La mise en place du QE qui se dessine signera t-elle la sortie de l'Allemagne de la zone euro et l'implosion de la monnaie unique ?

Ender pour les moutons enragés

Entretien exclusif avec Pierre Jovanovic pour la sortie de son livre « 666 »

par Cercle des Volontaires (son site) lundi 17 novembre 2014



<https://www.youtube.com/watch?v=vhGhQbw2i98>

Le Cercle des Volontaires est allé à la rencontre de Pierre Jovanovic pour la sortie de son livre « 666 » publié au Jardin des Livres. Ce spécialiste du monde bancaire et monétaire nous montre comment l'**eschatologie chrétienne** permet d'anticiper l'effondrement économique qui vient. La bête de l'apocalypse a pris la forme du dollar et la planche à billet de la **FED** est en train de mener l'humanité à sa perte.

Insensé pour certains, évident pour d'autres, l'auteur nous révèle preuves à l'appui comment et pourquoi ce monstre à 7 têtes s'accapare peu à peu tout l'or du monde, ruinant les états nations et les particuliers. Que l'on soit croyant ou non, les faits présentés dans cet ouvrage sont à couper le souffle ; ce livre est une véritable bombe littéraire qui explosera à la figure de chaque lecteur...

USA : Dégâts dans les forages de Gaz de Schistes

Qui perd gagne Posted on 12 décembre 2014 www.2000watts.org

C'est une première depuis le 7 mai 2009. Le baril est passé en dessous

des 60\$ à New York et 63\$ à Londres.

Le crash pétrolier actuel est très violent .

Personne ne sait où le baril va se loger dans les mois à venir.

Il y a peine 4 mois, toute personne sensée pariait sur un baril à 120\$ et le voilà qu'il repart dans l'autre direction et ravage les investissements dans les techniques onéreuses.

Depuis le mois de juin, le baril a perdu presque la moitié de sa valeur.

Il semble que les hedge funds ont quitté le navire et la pression exercée par l'Arabie Saoudite porte ses fruits. Mais où va le baril?

En plus de la surproduction actuelle, la Chine a annoncé une diminution de sa croissance. Pékin va passer de 7,5 à 7% et continue à augmenter ses besoins en pétrole.

Moins rapidement, mais augmente quand même.

D'ailleurs la Chine profite des prix actuels pour remplir ses réserves stratégiques, tout comme les propriétaires de chauffage au fioul (mazout) en Europe.

Hier jeudi, le WTI avait clôturé à 59,95 dollars, en baisse de 99 cents.

A Londres, le Brent avait aussi fini à son plus bas niveau depuis mai 2009, à 63,68 dollars sur l'Intercontinental Exchange à Londres.

Les dégâts se font déjà sentir dans les forages de schiste américains.

Il semble que le 60% des investissements du premier trimestre 2015 ont été repoussés ou annulés.

'La chute des cours du pétrole est le résultat d'une trahison qui va à l'encontre des intérêts du monde musulman'

par Mylène Vandecasteele · 12 déc. 2014 Express.be



La chute soudaine des cours du pétrole est le résultat d'une trahison qui va à l'encontre des intérêts du monde musulman. C'est ce qu'Hassan Rouhani, le président iranien, a déclaré lors d'une réunion de cabinet, selon l'Associated Press. Rouhani a estimé que cette chute des cours était « politiquement motivée, au moins pour partie »

Le cours d'un baril de pétrole a diminué de plus de 40% depuis le mois de juin, et il atteint désormais moins de 65 dollars le baril. Cette situation met l'Iran dans une situation difficile, d'autant que la République islamique subissait déjà les effets des sanctions économiques imposées par les Etats-Unis et l'Europe, en raison de la poursuite de son programme nucléaire, dont l'Occident soupçonne qu'il a des objectifs militaires.

Rouhani semble accuser implicitement l'Arabie Saoudite, un ennemi de longue date de l'Iran. Ce pays est le premier exportateur mondial de pétrole, produisant 10 millions de barils par jour, soit un tiers de la production totale de l'OPEP.

La semaine dernière, les Saoudiens ont refusé de réduire le niveau de la production pour tenter de juguler la chute des cours, au grand dam d'autres pays tels que la Russie, le Nigeria et le Venezuela, qui ne disposent pas des réserves financières qui auraient pu leur permettre de compenser les pertes de revenus correspondantes.

Par contraste, l'Arabie Saoudite dispose de telles réserves, et elle est donc mieux à même de supporter la baisse des recettes du pétrole. Ses partenaires plus vulnérables de l'OPEP sont donc enclins à analyser son attitude comme une stratégie visant à nuire à leurs économies, et il semble que ce soit le cas pour Rouhani.

« L'Iran et les peuples de la région n'oublieront pas de tels complots, ou, en d'autres mots, cette trahison contre les intérêts du monde musulman », a déclaré le président iranien.

Selon Mohammad Sadegh, le ministre iranien du Pétrole, le cours d'un baril de pétrole pourrait descendre jusqu'à 40 dollars si aucun accord n'est trouvé entre les membres de l'OPEP:

Toute rupture de la solidarité au sein de l'OPEP, ou une guerre des cours, mèneront à un énorme choc lié à la chute du cours ».

Grèce : un pays fantôme

décembre 12th, 2014 | by Mickael Source : Agoravox

[Bientôt dans votre région]



Que reste-t-il de ce pays ?

La tutelle de la Troïka a rendu ce pays méconnaissable, en imposant une austérité sans fin.

Il est comme en situation de guerre, sauf que tous ne souffrent pas au même degré. Certains annoncent une résurrection pour bientôt, mais beaucoup, publiquement ou non, reconnaissent que l'impasse est totale, malgré quelques maigres résultats dans le secteur du tourisme notamment, et que la dette, si minime par rapport à celles de pays industrialisés qui font la morale, ne sera jamais payée. L'étai ne se desserre pas.

De crise en crise, on ne sort pas du cercle vicieux. Les erreurs s'accumulent obstinément. Mais sont-ce vraiment des erreurs ? Le passé n'explique pas tout... Même Martin Schulz finit par le reconnaître. Le pape François, en déplacement au Parlement de Strasbourg, a également critiqué le fait que les populations étaient traitées comme des « instruments économiques » et « les

rouages d'une machine ». En fait, pour dire les choses crûment, [la Troïka se fout de l'avenir de la Grèce](#).

On brade le pays par pans entiers aux intérêts étrangers (ports, aéroports, chemin de fer...). [La descente aux enfers continue](#) :

« ...Les pensions des retraités, déjà amputées en 2010, ont encore perdu cette année entre 5 % et 15 % selon les situations. Les services publics ont été mis au régime sec. Ainsi, la part du budget alloué à la santé est passée de 10,03 % à 9,16 % du PIB entre 2009 et 2012, selon l'Autorité statistique hellénique (ELSTAT).

Neuf hôpitaux d'Athènes et Thessalonique (deuxième ville du pays) ont été transformés en centres de soins aux prestations réduites. Près de 10 000 lits ont disparu et le recrutement du personnel hospitalier a été gelé. Tous les centres de soins de santé primaires ont fermé.

Dans l'éducation, les dépenses ont diminué de 28,3 % entre 2008 et 2013 et plafonneront à 5,1 milliards d'euros en 2014. Ce qui s'est traduit par la fermeture de départements entiers dans l'enseignement technique ainsi que la mise en disponibilité de 1 750 agents administratifs des [universités](#).

Dans le privé, au nom de la politique de dévaluation interne visant à rétablir la compétitivité du pays, le salaire minimum brut est passé de 751,39 euros en 2009 à 586,08 en 2012. Il est de 489,38 euros pour les jeunes de moins de 25 ans. Alors qu'avant la crise, c'est au terme de négociations entre partenaires sociaux que s'établissait le niveau du salaire minimum, cette baisse, allant de 22 % à 33%, a été imposée par une loi votée en 2012.

De manière générale, le marché du travail a été largement dérégulé. Les conventions collectives et accords de branches ont été au mieux vidés de leur sens, au pire supprimés. La flexibilité accrue. Il est désormais plus facile de licencier et de recourir au contrat à durée déterminée... »

La réalité est on ne peut plus [brutale](#). Dans les conditions actuelles, la voie de la guérison est un doux songe. A [Athènes](#), qui a perdu [un quart de sa population](#), les gens sont enfermés dans un présent implacable.

Le délabrement est grand et le désarroi insondable : comme dit l'historien [Panagiotis Grigoriou](#): « ..La politique de la Troïka (Banque centrale européenne, Commission européenne et Fonds monétaire international), est un génocide économique lent et la « gouvernance » Samaras se concrétise

alors par la propagande, la terreur ; porteuses de mort, de népotisme et de corruption. Avant même les scènes de guerre d'Athènes et de Thessalonique de ce week-end, la police avait été envoyée la semaine dernière pour... stopper des handicapés dans leur marche vers le ministère des Finances. « Dans l'indignité nous mourrons » criaient-ils dénonçant la suppression de leurs allocations et pour certains d'entre eux, leur... expulsion du système de Santé publique. »

La crise sanitaire est inouïe.

Il y a de l'argent pour les banques, mais plus pour les hôpitaux et les services sociaux. La démocratie est morte au pays de Socrate.

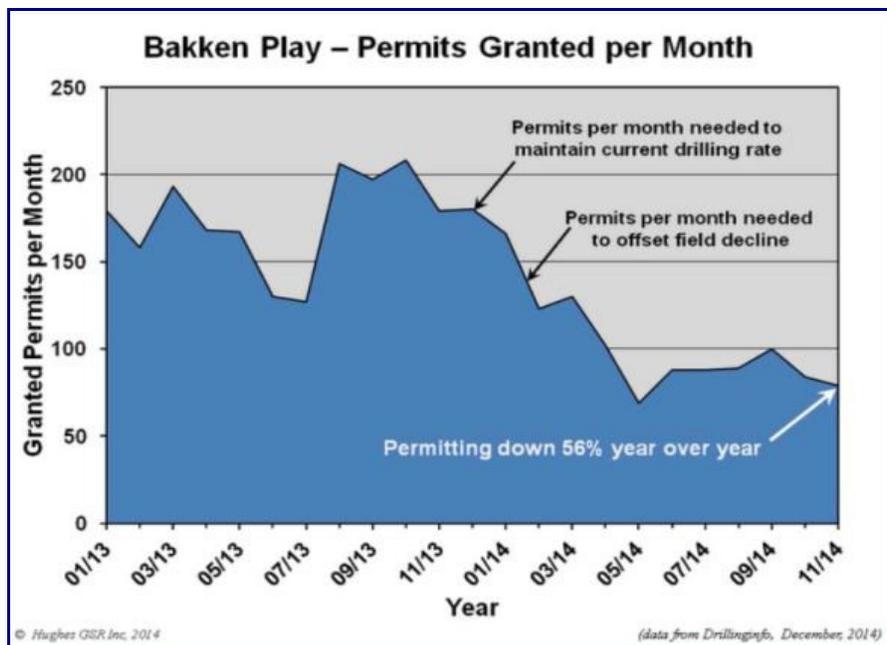
Source : Agoravox

Et le vainqueur de la bulle 2015 est...

Publié le 8 décembre 2014 par Olivier Demeulenaere

« Après la bulle obligataire de 1994, la bulle internet de 2001, la bulle des subprimes en 2008, l'explosion de la bulle revient en 2015 avec un prétendant très sérieux : les pétroles de roche-mère américains avec une chute vertigineuse de 56% des permis de forage délivrés par rapport à l'an dernier dans le Bakken !

Faites vos jeux pour la prochaine édition de 2022 – rien ne va plus ! ».



Nicolas Meilhan, Les Econoclastes, le 8 décembre 2014

La Chine peut-elle sauver la voiture électrique ?

12 décembre 2014 | [Cécile Chevré](#) | [La Quotidienne d'Agora](#)

Mardi dernier, nous avons vu pourquoi notre engouement pour les 2 et 4 roues était désigné – en partie à juste titre – à la vindicte populaire comme source de la pollution atmosphérique.

Les enjeux que celle-ci représente dépassent largement la question de la santé publique. Si, selon l’OMS, 7 millions de décès annuels sont attribuables à la pollution de l’air, il faut aussi ajouter des problèmes économiques et politiques (tous les regards se tournent vers la Chine).

Ces dernières années, une nouvelle chasse aux sorcières, s’est donc mise en place dans la plupart des grands centres urbains de la planète. Sus aux véhicules polluants ! Nous évoquons la décision de la maire de Paris d’interdire les véhicules diesel dans la capitale d’ici 2020 mais on peut aussi citer les mesures de circulations alternées mises en place dans des villes comme Singapour, Athènes, plusieurs villes au Mexique, ou Rome, Milan ou Turin. Ou encore les soutiens financiers pour l’achat de véhicules un peu plus propres.

Tokyo s’est lancée dès le début des années 2000 dans un long processus de lutte contre les véhicules diesel

En matière de lutte contre la pollution engendrée par notre chère voiture, le Japon montre la voie – ce qui est d’ailleurs souvent le cas dès qu’il s’agit d’énergie/pollution.

Tokyo s’est lancée dès le début des années 2000 dans un long processus de lutte contre les véhicules diesel passant de campagnes d’informations à des réglementations anti-diesel en passant par des incitations financières pour encourager les Japonais à privilégier des véhicules électriques ou hybrides.

Une action sur le long terme qui a largement porté ses fruits, puisque les achats de véhicules diesel ont drastiquement chuté non seulement à Tokyo mais aussi dans tout l’Archipel, et que les constructeurs automobiles ont déployé des trésors d’imagination pour proposer des véhicules moins polluants, qu’ils soient à moteur essence, électrique, hybride ou à hydrogène.

La Chine, sauveteur de la voiture électrique ?

L’évolution du marché automobile chinois est aussi à surveiller de près. Et tout

En 2013, les Chinois ont acheté plus de 17 millions de véhicules particuliers, soit 15% de plus qu’en 2012

d'abord car il est le principal au monde. Je vous le disais hier, en 2013, les Chinois ont acheté plus de 17 millions de véhicules particuliers, soit 15% de plus qu'en 2012. La plupart des études sur le marché chinois de l'automobile prévoient une croissance située entre 8% et 10% de ces achats au cours des années à venir. En 2010, ce sont ainsi 22 millions de voitures qui seront vendues en Chine. Je vous laisse imaginer les conséquences sur l'air des grandes villes chinoises, qui n'ont vraiment pas besoin de cela.

Pékin est parfaitement conscient du problème engendré par cet engouement pour la voiture mais a pendant longtemps hésité à agir. La voiture, c'est un symbole de réussite, de richesse. Et dans un pays dans lequel la réussite économique est devenue une seconde religion, s'attaquer à un des symboles forts de cette prospérité est... compliqué.

Pourtant, alors que les pics de pollution se multiplient, que la protestation monte, le gouvernement chinois semble maintenant bel et bien décidé à agir. Une révolution parce qu'on n'y voit pas à 3 mètres, cela serait dommage.

Pékin a ainsi pris tout un train de mesures prévoyant par exemple la fermeture de 50 000 usines trop polluantes, un investissement massif – 54,2 milliards de dollars en 2013 – dans les énergies renouvelables et tout un pan "automobile". Pékin tente ainsi de soutenir les achats de véhicules hybrides ou électriques.

Les ambitions de départ étaient élevées : atteindre les 500 000 véhicules électriques d'ici 2015 et 5 millions d'ici 2020. Or sur le 1er semestre 2014, seuls 20 000 voitures avaient été vendues

Comme d'habitude, les ambitions de départ étaient élevées : atteindre les 500 000 véhicules électriques d'ici 2015 et 5 millions d'ici 2020. Or sur le 1er semestre 2014, seuls 20 000 voitures avaient été vendues. En tout, on estime que 70 000 véhicules électriques ou hybrides

circulent sur les routes chinoises.

Pékin a donc décidé de mettre les bouchées doubles pour inciter les Chinois à acheter des véhicules plus propres. En juillet dernier, le gouvernement chinois annonçait donc l'exemption d'une taxe de 10% pour les Chinois qui céderaient à la fée électricité. Cette exemption vient rejoindre les aides financières, qui peuvent aller jusqu'à 6 000 voire 7 000 euros par véhicules, pour l'achat de véhicules électriques/hybrides. Le gouvernement a par ailleurs décidé depuis l'automne dernier d'étendre ces aides aux marques étrangères alors que jusque-là seules les marques nationales en bénéficiaient.

Le marketing faisant aussi partie de la stratégie de Pékin, celui-ci a organisé en septembre dernier le premier Grand Prix du nouveau championnat de Formule E monoplaces 100% électriques.

Pékin porte l'électrique à bout de bras

Un des principaux obstacles à la propagation de la voiture verte en Chine tenait au manque de stations de rechargement. 16 milliards de dollars devraient être consacrés à leur construction. Conscients du problème, les constructeurs mettent eux aussi la main à la pâte. Tesla, le constructeur américain de véhicules haut de gamme, possède déjà 200 stations de rechargement dans le pays et a signé en août dernier un accord avec le groupe de télécom China Unicom, accord qui prévoit la construction de 400 stations supplémentaires.

Le potentiel du marché chinois attire forcément les constructeurs qui tous veulent y lancer leur modèles électriques ou hybrides, espérant que la forte volonté de Pékin en la matière finisse par emporter l'adhésion des Chinois.

Pour mettre un pied dans le marché chinois, la plupart des constructeurs, comme Renault, Daimler ou Nissan, misent sur la coopération avec des entreprises locales et ainsi construire leur modèle en Chine, dans des usines chinoises.

Pour mettre un pied dans le marché chinois, la plupart des constructeurs, comme Renault, Daimler ou Nissan, misent sur la coopération avec des entreprises locales

La Leaf de Nissan est ainsi fabriquée en partenariat avec Dongfeng, un exemple que voudrait suivre Renault avec sa Fluence ZE.

L'avantage de ces coopérations est avant tout économique : en fabriquant leur modèle sur place, les constructeurs contournent la lourde taxe imposée aux importations et peuvent bénéficier de l'aide financière uniquement accordée aux constructeurs chinois.

En faisant le choix d'importer ses voitures électriques, Tesla affiche ainsi des prix allant de 71 000 à 120 000 \$ aux Etats-Unis mais entre 146 000 et 200 000 \$ en Chine. La différence est de taille mais je soupçonne que Tesla n'y accorde pas tant d'importance que cela, le constructeur américain visant les segments de voitures de luxe.

Pour Renault, ses ambitions chinoises passent par une toute autre stratégie. Le groupe va proposer une berline tricorps, apparemment très prisée des Chinois. N'ayant aucune idée de ce que cela pouvait être, je suis allée vous

chercher un exemple. Voici donc à quoi ressemble cette fameuse Fluence ZE (un tricorps donc...).



Pour le coup d'oeil, je vous mets aussi un exemple de modèles commercialisé par Tesla, son Roadster Sport 2.5.



Un poil plus fun que la Renault...

Le constructeur français attend l'autorisation des autorités chinoises pour

débuter la production de la Fluenze en Chine, pour le marché chinois.
Lancement prévu en 2016...

Même si les chiffres restent vraiment très modestes, ce sont près de deux fois plus de véhicules électriques qui devraient être vendus cette année par rapport à l'année dernière

Qu'est-ce que cela signifie pour vous ?

Le marché chinois des voitures électriques et hybrides est certes encore loin des objectifs fixés par Pékin, mais comme on le dit dans les films d'espionnage, Pékin a les moyens de.... convaincre sa population. Même si les chiffres

restent vraiment très modestes, ce sont près de deux fois plus de véhicules électriques qui devraient être vendus cette année par rapport à l'année dernière. La chute du cours du pétrole ne devrait rien y changer : ce qui préoccupe Pékin, c'est la pollution.

Cette volonté politique affichée explique l'empressement de Carlos Ghosn, le PDG de Renault, à faire accepter la Fluenze dans l'empire du Milieu ou encore pourquoi Toyota, dont la compétence en matière de véhicules hybrides et à hydrogène n'est plus à démontrer, a décidé de céder pour la première fois aux sirènes du tout électrique avec sa Leahead, construite en partenariat avec GAC. Cette voiture bon marché sera uniquement destinée à la Chine. Preuve que les constructeurs misent sur le potentiel chinois et y voient même l'opportunité de faire enfin décoller les ventes.

Les constructeurs misent sur le potentiel chinois et y voient même l'opportunité de faire enfin décoller les ventes

Pour en profiter, vous pouvez miser sur les constructeurs non-chinois qui ont su se faire une place dans l'empire du Milieu. Tesla (TLSA – Nasdaq), mais aussi Nissan (coté au Japon, donc difficilement accessible mais qui est aussi présent sur le marché américain OTC, NSANY-OTC) ou encore le constructeur allemand Daimler (DAI – XETRA) qui a lancé la Denza grâce à une fructueuse coentreprise avec le chinois BYD. Toyota, qui a l'avantage d'être coté sur le NYSE (TM – NYSE) peut aussi retenir votre attention tout comme Renault (RNO – FR).

Notre voyage dans l'univers des voitures alternatives ne s'arrête pas là car je vous proposerai la semaine prochaine de nous intéresser aux efforts qui sont faits en Europe, et en France tout particulièrement, pour promouvoir ces véhicules. Avec encore une fois, pistes d'investissement à la clé.

Comment les riches menacent l'économie

Publié le 12 décembre 2014 par ROBERT GIL www.les7duquebec.com/



ROBERT GIL :

Les riches sont dépensiers, paient des impôts, investissent dans les entreprises. Et pourtant, leur multiplication est un poison pour le bien commun.

L'initiative pour l'abolition des forfaits fiscaux serait-elle le signe d'une croissante «hostilité antiriches»? Que le grand argentier genevois Serge Dal Busco se rassure: l'accumulation de richesses individuelles n'a que rarement été ressentie comme aussi légitime au sein de la population. Même au pays de l'égalité, la cupidité prend le dessus: 76% des Français voyaient en 2012 la course à l'enrichissement comme une «bonne chose¹». Un individualisme forcené qui dispose de sa caution morale: l'inégalité serait le meilleur moteur de la création de richesses. Celle-ci, par la main magique du marché et de l'Etat, entrant ensuite dans un cercle vertueux: la fortune profiterait à tous par «ruissellement»: impôts, consommation et investissement. En langage savant, on parle de trickle down economics, doctrine néolibérale qui a inspiré les contre-réformes des années 1980. Or trois décennies de baisses d'impôts et de libéralisations ont suffi à démentir l'adage reaganien: l'argent des riches n'a pas fait le bonheur des pauvres. Pourquoi? Nous avons posé la question à quelques économistes qui ont su conserver leur sens critique.

«Enrichissez-vous!» De Guizot à Deng Xiaoping, l'invite traduit un même optimisme: la course à la richesse nous mènerait vers la société de l'opulence. A en croire Till van Treeck, professeur d'économie sociale à l'université de Duisburg-Essen et expert auprès de l'Organisation internationale du travail (OIT), l'accumulation effrénée semble au contraire

nous avoir conduits au bord du gouffre. Pour l'économiste allemand, le creusement des inégalités sociales, ces trente dernières années, serait la cause première du krach de 2008 et de la crise qui a suivi.

En étudiant les courbes des revenus et celles de la consommation depuis les années 1980, Philippe Askenazy donne crédit à cette hypothèse. Le directeur de recherches au CNRS constate en effet un décrochage progressif: malgré des revenus à la baisse, les classes les plus modestes ont continué de dépenser, alors même que les plus riches avaient tendance à épargner une part croissante de leurs gains. «A partir d'un certain niveau de richesse, les liquidités sont naturellement thésaurisées. Ce n'est pas parce qu'on est dix fois plus riche qu'on va dépenser dix fois plus», résume M. van Treeck.

Entre ces deux extrêmes: des instruments financiers tels les subprimes ont transformé l'épargne des uns en prêts pour les autres. Avec de juteux bénéfices correspondant au fort risque de défaut.

L'endettement des ménages a été renforcé par ce que Till van Treeck nomme, avec une pointe d'ironie, le «trickle down consumption»: plus les riches sont en mesure de dépenser pour obtenir un bien ou un service, «plus la classe moyenne est sous pression et s'endette, car ce sont les riches qui fixent les standards sociaux». Aux Etats-Unis, entre 1980 et l'éclatement de la bulle, les créances des ménages sont passées de 60% du revenu disponible à 140%. Le krach était devenu inévitable.

En revanche, dans les pays où «le crédit privé ne s'est pas substitué au revenu», c'est l'Etat social qui a tenté de réagir. Mais à son tour, il n'a pu le faire qu'en empruntant. Contrairement au mythe, l'enrichissement des plus riches a donc sapé l'assise fiscale des Etats, puisque ce sont «ceux qui savent le mieux échapper à l'impôt qui captent la plus grosse part des revenus», explique M. Askenazy. Plus que le montant des créances, poursuit-il, ce sont les «doutes des investisseurs quant à la durabilité des finances publiques dans ce contexte inégalitaire» qui a fini par provoquer la crise des dettes souveraines en Europe.

Au final, la viabilité de la croissance et la stabilité d'un système économique seraient proportionnelles au niveau d'égalité sociale, résume M. van Treeck, s'appuyant sur des travaux menés par deux économistes du... Fonds monétaire international!

Mais si les effets négatifs de l'inégalité sont de plus en plus admis, la polémique soulevée par les travaux des économistes critiques comme Thomas Piketty ou Till van Treeck vient des conclusions systémiques qu'ils en tirent. Sans partager la vision apocalyptique d'un Karl Marx, M. Piketty s'appuie notamment sur l'exploration du passé pour décrire un système capitaliste intrinsèquement créateur d'inégalités. «C'est une mécanique infernale: la concentration des richesses alimente le pouvoir de ce groupe social et donc sa capacité à augmenter encore sa part et ainsi de suite, posant la question de la stabilité globale du système», décrit son collègue Philippe Askenazy. Autrement dit, au lieu du ruissellement prédit par la théorie, on assiste plutôt à un pompage naturel en direction du haut de la pyramide.

La formule d'Helmut Schmidt est restée célèbre: «Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain.» Avec quarante ans de recul, la sentence du futur chancelier social-démocrate allemand résonne étrangement à son compatriote Till van Treeck: «De nombreux économistes continuent de penser qu'il faut réduire les coûts de production pour inciter à l'investissement. C'est un diagnostic erroné: nous sommes devant une crise de débouchés.» La faiblesse actuelle de l'investissement en Allemagne, alors même que ses entreprises – comme les suisses – regorgent de liquidités, suffirait à démontrer la vacuité du raisonnement.

Pour provoquer l'investissement, il faut soit une décision politique, soit une perspective de rentabilisation. Or, ni l'un ni l'autre ne se profilent, juge l'économiste de l'université de Duisburg-Essen. A contre-courant des libéraux, qui encensent le modèle allemand et le présentent comme une locomotive pour l'Europe, il estime au contraire que les réformes Schröder (baisses fiscales et dérégulation du marché du travail) sont l'une des causes de la crise actuelle. Ayant asséché sa capacité interne à consommer, l'Allemagne a dû exporter massivement à bas coûts, menant ses concurrents européens vers la crise.

«Tous les pays ne peuvent pas exporter davantage qu'ils importent», résume simplement Sergio Rossi, qui dirige la chaire de macroéconomie et d'économie monétaire à l'université de Fribourg. «L'Europe ne souffre pas d'un manque de compétitivité face au reste du monde – elle est exportatrice nette – mais connaît de trop grandes inégalités internes. En conséquence, la

réponse devrait être plus de convergence, pas davantage de concurrence», analyse à son tour M. Askenazy, qui craint que l'Europe n'entre dans une spirale déflationniste.

Source

Voir : PROBLÈMES ET SOLUTIONS

« Ton patron a besoin de toi, tu n'a pas besoin de lui »

[Il y a trop d'étrangers dans le monde](#)

Posté par [calebirri](#) le 5 décembre 2014

Quand on y réfléchit, le racisme est fondé sur une idée simple : [il n'y en a pas assez pour tout le monde](#). De l'extrême-gauche à l'extrême-droite c'est au moins un point sur lequel tout le monde semble d'accord : la planète étant un espace fini et ses ressources étant de fait limitées par cette espace, l'augmentation continue de la population mondiale conduira à des catastrophes humanitaires majeures si on ne fait rien pour la maîtriser. Cet argument était déjà celui de [Malthus](#) en son temps, alors qu'il croyait impossible de nourrir et de satisfaire aux besoins du milliard d'individus composant la population mondiale de son époque.. Je rappelle que nous sommes aujourd'hui plus de 7 milliards, et que nous produisons actuellement plus qu'il n'en faudrait, si toutefois on ne préférerait pas jeter plutôt que de donner, ou même partager..

Mais le fait est que cette croyance est une croyance acquise par des siècles de conditionnement capitaliste. Croire qu'il n'y a pas assez pour tout le monde est le meilleur moyen de justifier des guerres et des famines qui n'ont d'autre raison d'être que de satisfaire les intérêts capitalistes. Car que signifie cette croyance à part de vouloir en conclure qu'il faut donc « naturellement » choisir entre ceux qui « ont des droits » et ceux qui n'en ont pas ? Et comment déterminer ce choix ? Selon les lois capitalistes bien sûr, qu'on veut nous faire avaler comme représentant le mérite. Alors qu'en réalité il n'y a aucune justification rationnelle qui permette de dire que mon enfant a le droit de manger à sa faim « plus » que l'enfant de tout autre être humain sur cette terre.

On finit par se dire, la larme à l'oeil et la main fermée sur son portefeuille, qu'on ne peut tout de même pas « accueillir toute la misère du monde », et on

tente ainsi d'obtenir, la conscience plus ou moins tranquille, la plus grosse part possible pour soi-même et pour les siens, au détriment « des autres », qu'on finit toujours par appeler « les étrangers »...

Or il apparaît, à l'heure de la mondialisation, que chacun de nous est l'étranger d'un autre, et qu'il faille bien admettre qu'en capitalisme un étranger est un ennemi potentiel, puisque potentiellement responsable du rapetissement de notre part à nous, de part son existence même...

Quelles sont alors les options ? Interdire aux femmes pauvres d'avoir des enfants ? la décroissance ? Tuer les vieux et les malades ? Ou faire la guerre ?

Faire la guerre bien sûr ! ... mais à qui ? Aux étrangers évidemment, puisqu'ils sont étrangers ! S'il y avait moins d'étrangers, il y en aurait plus pour nous, non ? Puisqu'il n'y a pas de place pour tout le monde, pousse-toi de là que j'y mette ! La mort est moins pénible à supporter lorsque ce sont des inconnus, surtout s'ils sont des ennemis. Et comme on nous a dit que les étrangers étaient nos ennemis...

En réalité tout ceci est proprement scandaleux. Je suis pourtant aussi étranger à l'autre qu'il l'est à moi. Aussi incohérent que d'affirmer qu'il y a trop d'étrangers dans le monde ; ou dans son quartier. Mais comme ceux qui ont la richesse sont en même temps ceux qui se sont accaparés le plus de « droits » -et qu'ils sentent bien au fond d'eux que cela est injuste- ils préfèrent se réfugier derrière le paravent capitaliste du soi-disant mérite et asséner à tous ceux qui leur en font la remarque que de toutes façons il n'y en a pas pour tout le monde. Mais ces hommes et ces femmes c'est nous, ceux qu'on appelle « les occidentaux », et nous sommes collectivement responsables de cette idéologie qui conduit toujours au pire ; la misère des autres n'est pas une fatalité due aux limites de notre planète mais bien à notre racisme qui considère que ceux qu'on nomme « les étrangers » ont moins de droits que nous – quand en réalité ils ont seulement moins de pouvoir.

Pourtant il est aussi stupide de croire qu'il y a trop d'étrangers « quelque part » que partout dans le monde. La rareté n'est pas la conséquence de la finitude de la terre et de ses ressources mais celle d'un système qui la crée pour pouvoir perpétuer les injustices malgré le progrès technique. [La décroissance](#) verra certainement le jour et elle ne sera ni « choisie » ni « volontaire » mais tout simplement subie. Tandis que les riches -que nous sommes- continueront de faire semblant de croire que partager ne sert à rien

(puisque il n'y a pas assez pour tout le monde), ils continueront à s'accaparer les ressources et la richesse au détriment de pauvres de plus en plus nombreux. La conséquence de ce comportement est le racisme et la violence qu'il crée, et dont bénéficient en retour ceux qui ont réussi à obtenir suffisamment de pouvoir et d'argent pour soumettre les plus nombreux à leur domination.

Pourtant, je l'ai déjà dit et je le maintiens : il y a bien assez pour tout le monde, et il y en aura toujours plus pour toujours plus de monde : il suffit de supprimer le capitalisme, et de considérer la planète non pas comme notre tombeau mais comme notre berceau. Alors qu'on se rend compte peu à peu que de l'eau se trouve ou se trouvait sur des corps célestes « étrangers », que de nombreuses planètes de l'univers sont susceptibles d'accueillir la vie (ou sa possibilité), il devient coupable de nier l'immensité des ressources potentielles et la capacité de progrès de l'humanité ... L'univers est infini, et ses ressources aussi. Qui a lu « Fondation » d'[Asimov](#) ne verra plus jamais les choses de la même manière. Avec tout ce que cela implique au niveau des ressources et de cette foutue surpopulation.

Caleb Irri

<http://calebirri.unblog.fr>

[Le département du Trésor US ordonne l'achat de kits de survie pour les employés des banques.](#)

Blog de la résistance 11 décembre



Se prépareraient-ils pour quelque chose que nous ne savons pas encore ?
« Suicides » de dizaines de banquiers, kits de survie pour tous les employés
... hmmm, pas clair ! Z .

10 décembre 2014 13h00

Le Département du Trésor cherche à commander des kits de survie pour tous ses employés qui supervisent le système bancaire fédéral, selon une nouvelle initiative.

Les fournitures d'urgence seraient pour chaque employé du Bureau de contrôle de la monnaie (Office of the Comptroller of the Currency : OCC), qui mène un examen des banques dans tout le pays. Le kit de survie comprend tout, des pastilles de purification d'eau aux couvertures solaires.

Le gouvernement est prêt à dépenser jusqu'à \$ 200 000 pour les kits, selon la [sollicitation](#) publié le 4 décembre.

Les trousse de survie doivent venir dans un sac banane ou un sac à dos qui peut s'adapter et contenir tous les éléments, y compris une trousse de premiers soins personnels de 33 pièces avec « comprimés décongestionnants, » une variété de pansements, et des médicaments.

Les kits doivent également inclure une « couverture solaire réutilisable » de 52 par 84 pouces de long, une barre alimentaire de 2400 calories , « 50 comprimés de purification d'eau « , un « masque à poussière », » une batterie rechargeable » « une lanterne avec radio intégrée », et un « un masque à air d'urgence » pour la protection contre les virus aéroportés« .

Les kits de survie seront livrés à toutes les grandes banques aux États-Unis, y compris Bank of America, American Express Bank, BMO Financial Corp., Capitol One Financial Corporation, Citigroup Inc., JPMorgan Chase & Company, et Wells Fargo.

Des Articles seront également livrés aux bureaux de l'OCC [à travers le pays](#) , de Champaign, Illinois. à Billings, Montana. L'agence a également des bureaux à Sioux City, Iowa; Joplin, Montana ; et Fargo, ND

La mission de [l'OCC](#) est de « s'assurer que les banques nationales et les associations d'épargne fédérales fonctionnent d'une manière saine , fournissant un accès équitable aux services financiers, traitant les clients équitablement, et se conformant aux lois et règlements applicables. »

L'agence compte environ [3 814 employés](#) , dont chacun recevra une trousse de survie. Le personnel comprend « les contrôleurs bancaires » qui fournissent « une supervision continue » des grandes banques aux États-Unis.

« Les contrôleurs analysent les portefeuilles de prêts et d'investissement, la gestion des fonds, le capital, les gains, la liquidité, la sensibilité au risque de marché, pour toutes les banques nationales et les caisses d'épargne fédérales, ainsi que le respect des lois bancaires par les consommateurs pour les banques et caisses d'épargne nationales avec moins de 10 milliards de dollars d'actifs, » explique le site de l'OCC . « Ils examinent les contrôles internes, la pratique des audits internes et externes, et vérifient le respect du droit. Ils évaluent également la capacité de la direction à identifier et contrôler les risques » .

Pourquoi le Département du Trésor commande des kits ? ce n'est pas clair ...

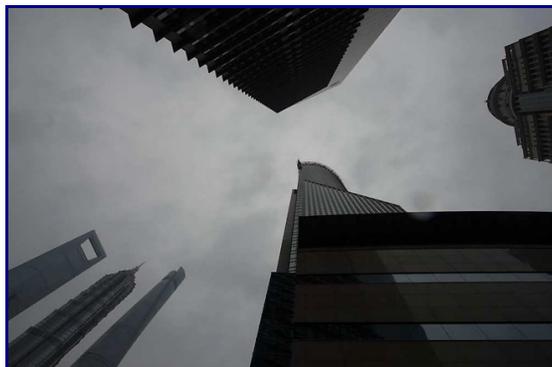
Les contrats pour des kits de survie sont généralement réservés aux militaires , ou ceux qui appliquent la loi comme le FBI .

L'OCC n'a pas répondu à notre demande de commentaires avant la publication de cette histoire.

<http://freebeacon.com/issues/treasury-department-seeking-survival-kits-for-bank-employees/>
– resistanceauthentique

L'embarras de Pékin face au ralentissement économique

Gabriel Gresillon / Correspondant à Pékin et Yann Rousseau / Correspondant à Tokyo | Le 12/12



Face aux pressions à la baisse qui pèsent sur l'économie, Pékin promet une politique monétaire prudente, cherchant un équilibre entre souplesse et fermeté - AFP

Les leaders du pays viennent de terminer une réunion à huis clos au sujet des grandes orientations économiques pour l'année à venir. Une révision de l'objectif de croissance économique de 7,5% à 7% est probable.

Délicate période pour les autorités chinoises. Alors que les leaders du pays

viennent de terminer une réunion à huis clos au sujet des grandes orientations économiques pour l'année à venir, les messages que propagent, aujourd'hui, les médias officiels, démontrent la volonté de Pékin de rassurer, mais peinent à faire totalement disparaître l'inquiétude du sommet de l'Etat devant le ralentissement en cours. Un jour après que les économistes de l'assureur crédit Euler Hermes ont estimé que la Chine présentait, pour 2015, « des signaux d'alerte à tous les niveaux », avec une explosion en vue de l'endettement des entreprises, l'agence de presse officielle chinoise se charge, elle, d'expliquer que la croissance du pays fait preuve de résilience et que le gouvernement dispose d'une grande marge de manœuvre pour agir. Xinhua explique notamment que l'économie est en train de s'ajuster à une « nouvelle norme », selon la formule du président Xi Jinping. Une façon de dire que la Chine va essayer de générer une croissance légèrement inférieure, mais plus saine car moins polluante et reposant moins sur le surinvestissement. D'après la plupart des analystes, l'une des décisions qui a probablement été prise au cours de la réunion centrale, et qui ne devrait être annoncée qu'au printemps prochain, aurait consisté à abaisser l'objectif de croissance économique, de 7,5% à 7%. Pour autant, cet affichage de sérénité n'empêche pas l'agence de reconnaître que les pressions à la baisse qui pèsent sur l'économie demeurent « relativement élevées ». Du coup, dans une de ces formules délibérément floues qui cachent mal la complexité de la situation, Pékin promet une politique monétaire prudente, cherchant un équilibre entre souplesse et fermeté. Le terme de « prudence » est récurrent depuis 2010, lorsqu'il s'agit de caractériser officiellement la politique monétaire de la Chine. Il définit assez bien la partition que tente de jouer actuellement la Banque centrale (PBOC). Selon des informations de l'agence Dow Jones, celle-ci viendrait d'injecter, sur le marché interbancaire, 400 milliards de yuans, soit 52 milliards d'euros. Elle l'aurait fait via la China Development Bank, chargée de prêter aux autres [banques commerciales](#) ces liquidités à 7 jours. De façon évidente, Pékin cherche à envoyer le message qu'il fera le nécessaire pour éviter un blocage du crédit dans le pays, mais se refuse au même moment à céder aux fortes pressions pour une manœuvre plus massive. En particulier, les banques demanderaient actuellement une baisse des taux de réserves obligatoires. Un geste auquel le pouvoir s'est refusé jusqu'à présent, de peur d'envoyer au marché un message trop positif, et de créer à nouveau les conditions d'un dangereux emballement du crédit.

Et si un Japonais sur deux boudait les législatives ?

La totalité des sondages réalisés avant les élections législatives qui se tiendront dimanche au Japon ont prédit une large victoire du LDP, la formation du Premier ministre conservateur Shinzo Abe. L'opposition totalement inaudible depuis deux ans devrait encore perdre des sièges à la chambre basse. Pointant cette absence de suspense et le dépit d'une large partie des électeurs, nombre d'analystes redoutent une poussée fulgurante de l'abstention. En 2012 déjà, seuls 59,3% des électeurs s'étaient rendus aux urnes pour choisir l'alternance. Plusieurs experts qui scrutent l'appétit pour la campagne électorale estiment que l'abstention pourrait frôler ce dimanche les 50%, ce qui représenterait un niveau record dans l'histoire moderne de l'Archipel. Si les personnes âgées et les plus conservateurs devraient se mobiliser plus massivement et ainsi garantir la large victoire des candidats du LDP, une abstention trop forte pourrait dévaloriser le succès du parti majoritaire et peser sur la capacité de l'exécutif à mettre en place son agenda politique et économique.

La revanche de Renault en Corée du Sud

Après plusieurs années difficiles, le constructeur Renault Samsung devrait enregistrer, en glissement annuel, une poussée de ses ventes totales de 30% en 2014. Selon l'agence Yonhap qui cite François Provost, le [PDG](#) du constructeur associant le français Renault (80,1% de la [co-entreprise](#)) et le géant Samsung (19,1%), le groupe aurait vendu dans le pays et à l'étranger un total de 146.201 unités entre janvier et novembre, ce qui lui permet déjà de surpasser les 131.010 unités écoulées sur l'ensemble de 2013. Et les ventes sur les dernières semaines de l'exercice s'annoncent tout aussi dynamiques, notamment sur le marché sud-coréen où le constructeur gère une usine. Le fabricant, qui a passé plusieurs années dans le rouge, était redevenu rentable en 2013 après avoir considérablement modernisé et étoffé sa gamme. En 2014, il a profité du succès en Corée de son modèle "Captur" vendu localement sous le nom de "QM3", dont une nouvelle version vient juste d'être lancée, ainsi que de la popularité de ses berlines SM5 et de la SM7 Nova. La poussée de Renault Samsung et la progression de la demande pour les véhicules importés, tels que BMW ou Volkswagen, devraient entraîner un léger "rééquilibrage" du marché local. Sur les onze premiers mois de 2014, les marques Hyundai et Kia n'ont contrôlé que 69,4% des

ventes d'automobiles en Corée du Sud. En 2009, elles détenaient encore 77% du marché local. Les deux marques continuent toutefois leur expansion à l'international et devraient écouler ensemble, pour la première fois, plus de 8 millions de véhicules dans le monde cette année.

La Chine interdit le foulard islamique dans la capitale du Xinjiang

La ville d'Urumqi, capitale du Xinjiang, à l'ouest de la Chine, vient d'annoncer l'interdiction du port du foulard islamique dans les lieux publics. La mesure n'est pas sans risque : le Xinjiang est peuplé par les Ouïgours, une minorité turcophone de confession musulmane, et les tensions pour l'autonomie qui secouent la région sont de plus en plus perceptibles depuis un an. Une série d'attentats sanglants a secoué la Chine, démontrant une tentation radicale chez les séparatistes. Alors qu'Ilham Tohti, un professeur d'université qui prônait un discours de vérité sur les violences au Xinjiang, mais incarnait une voie modérée sur ce sujet et n'avait jamais demandé l'autonomie de la région, a récemment été condamné à la prison à vie, cette nouvelle mesure illustre l'approche dénuée de toute nuance avec laquelle Pékin traite ce dossier. Les étudiants d'Ilham Tohti viennent eux-mêmes d'être condamnés à des peines de prison. En pratiquant, sur place, une politique répressive et dépourvue d'ouverture vis-à-vis du culte musulman, le pouvoir chinois risque d'attiser un peu plus les tensions.